

CAN-2023 / Algérie-Burkina Faso (2-2)

Bounedjah sauve l'Algérie à la 95e minute



P.12

Registre du commerce :

Gel de la décision de suppression des analyses et tests médicaux de la liste des activités de pharmacie

P.05

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

N°3694 Dimanche 21 Janvier 2024 - Prix: 20 DA - www.seybouseimes.dz

Emploi :

L'enseignement supérieur recrute plus de 2000 enseignants

P.03



ENTREPRENEURIAT



Lancement officiel de l'Agence nationale de l'auto-entrepreneur

P.03

ANNABA / APW



L'APW d'Annaba inspecte plusieurs structures de santé

P.06



El Oued :

Les autorités saisissent 1 million de comprimés hallucinogènes

P.24

Décès Du Général-major ahcène slimane:

Le président de la République présente ses condoléances

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a présenté, samedi, ses sincères condoléances et

l'expression de sa profonde sympathie à la famille du défunt, le Général-major Ahcène Slimane, ancien Adjoint du Commandant de la 6e Région militaire.

“Le président de la République,

Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune présente ses sincères condoléances et l'expression de sa profonde sympathie à la famille du défunt et à

l'ensemble des membres de l'Armée nationale populaire (ANP), priant Allah Tout-Puissant d'entourer le défunt de Sa sainte miséricorde et de l'accueillir en Son vaste paradis. A Allah nous appartenons et à Lui



nous retournons”, lit-on dans le message de condoléances.

sommet mna:

Le Président de la République plaide pour un Ordre mondial plus équitable

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a appelé vendredi dans son allocution lue en son nom par le Premier ministre, Nadir Larbaoui lors des travaux du 19e Sommet du Mouvement des Non-alignés (MNA) qui se tiennent dans la capitale ougandaise, Kampala, à fédérer les efforts des pays membres du MNA et à définir les responsabilités de chaque pays pour s'ériger en un Bloc uni face aux défis qui se posent sur la scène internationale, une entreprise qui ne saurait se réaliser qu'à travers “la consolidation de notre Unité et de notre positionnement stratégique, en tant qu'acteur agissant contribuant à la construction d'un Ordre mondial à la logique participative et non exclusive, un Ordre fixant, en toute transparence et équité, les responsabilités et devoirs, et imposant à tous le respect de ses lois et règles”.

Sur le plan africain, le Président Abdelmadjid Tebboune a souligné la conviction inébranlable de l'Algérie quant à l'existence d'une étroite corrélation entre la sécurité et le développement, notamment au vu de la recrudescence des crises politiques et sécuritaires et la montée du terrorisme, du crime organisé et des foyers de tensions et de conflits, en sus de l'émergence du phénomène des changements inconstitutionnels des gouvernements, particulièrement dans la région sahélo-saharienne.

Le Président de la République a souligné, en outre, “l'importance de l'encadrement de l'action collective en vue d'atteindre les objectifs escomptés et de redresser l'injustice historique commise à l'encontre du Continent africain,



pour ce qui est de la composante du Conseil de sécurité onusien”, appelant à “œuvrer, sans relâche, à la concrétisation effective du projet d'intégration continentale en vue d'ériger le Continent africain en acteur international agissant dans la mise en oeuvre de l'Agenda de l'Union africaine “UA- 2063”, saluant, par la même, le soutien du MNA à ces efforts.

Par ailleurs, le Président de la République a salué la coopération intense de l'Algérie avec ses partenaires internationaux pour atténuer l'impact de la crise énergétique internationale, à travers la poursuite du renforcement de son rôle en tant que fournisseur fiable et crédible, d'autant qu'elle s'apprête à abriter, en début mars, le 7e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), qu'elle voudrait ériger en tournant décisif à même de renforcer le dialogue et la concertation entre les pays membres, d'une part, et entre les exportateurs et les importateurs d'autre part, pour soutenir et développer l'industrie du gaz naturel et appuyer les droits pleinement souverains des pays membres en termes de planification, de développement et d'exploitation de leurs ressources en gaz naturel, énergie propre contribuant au soutien au développement économique, au progrès social et à la préservation de l'environnement.

19e sommet Du mna:

Attaf tient des rencontres avec nombre de ses homologues

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf a tenu, en marge de sa participation aux travaux du 19e Sommet du Mouvement des non-alignés (MNA), dans le cadre de la délégation conduite par le Premier ministre, Nadir Larbaoui, des rencontres bilatérales avec ses homologues de Palestine, de Tunisie, du Yémen, d'Azerbaïdjan et du Tchad, indique un communiqué du ministère.

Dans ce cadre, M. Ahmed Attaf a évoqué avec le ministre des Affaires étrangères de l'Etat frère de Palestine, Riyad Al-Maliki, les derniers développements de l'agression sioniste contre la bande de Ghaza. Les deux parties ont convenu de “renforcer la coordination pour intensifier la pression diplomatique sur le Conseil de sécurité afin de l'amener à assumer ses responsabilités pour imposer un cessez-le-feu et assurer la protection internationale au peuple palestinien”,



précise la même source.

Par ailleurs, les entretiens de M. Attaf et son homologue tunisien, M. Nabil Ammar, ont constitué “une occasion renouvelée de passer en revue de nombreuses questions relatives aux relations de fraternité et de coopération entre les deux pays et les deux peuples frères, ainsi qu'aux développements dans la région du Maghreb”, ajoute la même source.

Les entretiens bilatéraux du ministre des Affaires étrangères avec son homologue yéménite, Ahmed Awad Ben Moubarak, ont été “consacrés à l'examen des développements de la crise dans ce pays frère et aux moyens par lesquels l'Algérie, depuis son siège au Conseil de sécurité, peut contribuer à soutenir

le processus politique parrainé par l'ONU dans ce cadre, sur la base des résolutions pertinentes de la légalité internationale”, précise le communiqué.

Lors d'une rencontre avec son homologue azerbaïdjanais, M. Jeyhun Bayramov, les deux ministres ont passé en revue “les échéances à venir et les moyens de les exploiter au service des priorités de la coopération bilatérale dans les domaines politique et économique”, ajoute la même source.

Lors de sa rencontre avec son homologue tchadien, M. Mahamat Saleh Annadif, “les deux ministres ont convenu de la nécessité de préparer au mieux la prochaine session de la Commission mixte de coopération et d'œuvrer à insuffler une nouvelle dynamique aux relations historiques et profondes entre les deux pays et deux peuples frères”, a conclu le communiqué du ministère.

GecF :

Le Sommet d'Alger est d'une importance capitale dans le contexte géopolitique actuel

Des experts arabes en énergie ont affirmé que le 7e Sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), prévu en Algérie du 29 février au 2 mars prochain, est d'une importance capitale dans le contexte géopolitique actuel, mettant en exergue, dans des déclarations à l'APS, le rôle primordial de l'Algérie en tant que fournisseur fiable de gaz naturel et en tant que fournisseur leader sur le marché pétrolier mondial. L'expert international et enseignant en ingénierie énergétique, le Dr Ramadhan Abu El Alae, a soutenu que “l'Algérie est devenue un acteur important de l'industrie gazière mondiale”, grâce à ses “approvisionnements importants et abondants”.

Il a souligné que l'accueil par l'Algérie du 7e Sommet confirme sa position



de fournisseur leader sur les marchés mondiaux de l'énergie, saluant “le rôle actif du forum sur la scène énergétique, non moins important que celui de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et de l'OPEP+, dans la détermination des prix et des quantités”.

Ce forum se veut également, a-t-il indiqué, “un important espace de coordination et de dialogue autour du rôle du marché gazier particulièrement

en cette conjoncture de crise”.

A son tour, l'expert en énergie et ancien ministre égyptien du Pétrole Oussama Karim, a mis en avant le rôle de ce Sommet dans la coordination entre les pays exportateurs de gaz pour évaluer le marché “en termes d'offre et de demande et connaître la tendance en cours en cette conjoncture économique délicate marquée par des tensions géopolitiques ayant impacté la navigation en Mer rouge et en Méditerranée, et affecté les quantités de gaz transportées vers l'Europe”, afin de trouver des “solutions alternatives”. “Ces défis sans précédent” sont à même, a-t-il souligné, de “recomposer la carte mondiale de l'énergie, dans laquelle les pays arabes pourraient jouer un rôle primordial”.

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Édité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
Siège social : Commune El Bouni ZHUN
Promotion Immobilière Yahia Abdelaziz,
rez-de-chaussée
Annexe : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybousestimes.dz
Email: redaction@seybousestimes.dz
contact@seybousestimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité
Benzekri Bât F N ° : 424
Constantine

Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER
TEL : 021 73 71 28
021 73 76 78
021 74 99 81
FAX : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction

emploi :

L'enseignement supérieur recrute plus de 2000 enseignants

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a annoncé aujourd'hui, le jeudi 18 janvier 2024 une excellente nouvelle pour le secteur de l'enseignement supérieur en Algérie : le recrutement de 2000 enseignants universitaires. Cette décision vise à renforcer les équipes pédagogiques dans les établissements universitaires du pays. En effet, des concours de



recrutement de maîtres-assistants et d'enseignants hospitalo-universitaires seront ouverts prochainement, et ce en fonction des besoins spécifiques de

chaque établissement. Cette approche permettra de garantir un recrutement ciblé et adapté aux différentes disciplines et spécialités.

De plus, les postes ouverts au recrutement se répartissent comme suit : 1 725 postes de maîtres-assistants de classe « B », 200 postes d'enseignants hospitalo-universitaires et 75 postes réservés aux étudiants de retour de l'étranger. Cette distribution équilibrée témoigne de l'importance accordée à

chaque catégorie d'enseignant et à leur rôle dans le développement de l'enseignement supérieur en Algérie.

Une mesure qui répond à un besoin pressant

Cette annonce du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique répond à un besoin pressant dans le secteur de l'enseignement supérieur en Algérie. En effet, le manque d'enseignants universitaires qualifiés est une problématique récurrente qui limite la qualité

de l'enseignement dispensé aux étudiants.

Pour conclure, en recrutant 2000 enseignants universitaires, le gouvernement algérien fait preuve d'une volonté affirmée de résoudre cette problématique et d'améliorer la situation de l'enseignement supérieur dans le pays. Cette mesure permettra de renforcer les équipes pédagogiques, d'assurer une meilleure formation des étudiants et de favoriser leur réussite académique.

entrepreneuriat :

Lancement officiel de l'Agence nationale de l'auto-entrepreneur

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid, a présidé, samedi à Alger, la cérémonie de lancement de l'Agence nationale de l'auto-entrepreneur (ANAE), ainsi que sa plateforme numérique dédiée à l'obtention de la carte de l'auto-entrepreneur.

L'ANAE a pour rôle d'assurer un environnement permettant aux personnes exerçant une activité libérale de travailler dans un cadre légal, et de bénéficier, en conséquence, d'avantages fiscaux et d'une couverture sociale.

Lors de son allocution d'ouverture de cette cérémonie organisée au niveau du Palais de la culture d'Alger, en présence de plusieurs membres du gouvernement, M. Oualid a salué le fait que le processus d'obtention de la carte de l'auto-entrepreneur soit à "100% numérique", à la faveur du lancement d'une plateforme qui offre "une très bonne expérience

utilisateur".

Plusieurs départements ont contribué au projet du statut d'auto-entrepreneur, notamment celui du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale ayant "soutenu ce projet depuis le début", a affirmé M. Oualid, mettant en avant la couverture sociale dont bénéficiera le titulaire de ce statut (carte Chifa et cotisations pour la retraite).

Il précisera, à ce titre, que l'auto-entrepreneur sera soumis "à la cotisation la plus basse, correspondant à un revenu équivalent au salaire national minimum garanti (SNMG)", tout en étant en mesure "de cumuler les cotisations, que ce soit avec la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS), ou la Caisse nationale de sécurité sociale des travailleurs salariés (CNAS)".

Le ministre citera, également, la contribution du ministère de la Poste et des Télécommunications, notamment à travers

l'acheminement des cartes vers les titulaires.

Pour sa part, la direction des Impôts a participé à la concrétisation de ce projet, en attribuant un numéro d'identification fiscal (NIF), "automatiquement" lors du processus d'inscription sur la plateforme de l'ANAE (www.anae.dz), a-t-il ajouté, relevant, également, la contribution du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire à ce projet "en simplifiant l'authentification de l'identité des candidats au cours des étapes d'inscriptions sur la plateforme". Parmi les avantages de ce statut: la possibilité de domicilier son activité "chez-soi ou dans un espace de co-working", ainsi qu'un régime fiscal "préférentiel", étant soumis au régime d'impôt forfaitaire unique (IFU) avec un taux de 0,5% du chiffre d'affaires (CA), comme prévu dans la loi de finance 2024, "à condition de ne pas dépasser 5 millions de dinars



de CA durant trois exercices consécutifs".

Contribution à l'inclusion financière

M. Oualid a mis en avant "la réussite" de ce statut dans différents pays du monde et sa contribution "à encourager l'esprit d'initiative", mais aussi son rôle dans "l'inclusion financière dans le cadre de l'exercice des activités libérales dans un cadre légal".

Le titulaire de ce statut, "est éligible à toutes les formules de financement, notamment la finance islamique", a déclaré le ministre en réponse à une question des médias, tout en précisant qu'aucun diplôme ou formation ne sont exigés aux candidats à ce

statut.

M. Oualid, n'a pas manqué, aussi, de féliciter et de remercier les cadres de la direction des systèmes d'information (DSI) de son département qui ont développé cette plateforme "dans un temps records", a-t-il tenu à souligner.

Cet évènement a été ponctué par la remise des trois premières cartes d'auto-entrepreneur à leur titulaires par des ministres présents, mais aussi d'un trophée à l'agence de communication ayant réalisé le spot publicitaire de promotion de ce statut.

A noter que la plateforme de l'ANAE a répertorié plus de 1.300 codes d'activité, répartis sur sept domaines, à savoir le Conseil, l'expertise et la formation, les Services numériques et activités connexes, les Prestations à domicile, Services à la personne, Services de loisirs et récréation, Services aux entreprises, ainsi que les Services culturels, de communication et d'audiovisuel.

Création de 96 incubateurs d'affaires et de 100 centres de développement de l'entrepreneuriat

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a affirmé, à Alger, que son secteur avait adopté une politique visant à permettre à l'université de contribuer à la création de la richesse, ce qui s'est traduit, a-t-il dit, par la création de 96 incubateurs d'affaires et de 100 centres de développement de l'entrepreneuriat (CDE).

Lors d'une plénière du Conseil de la nation consacrée aux questions orales, M. Baddari a précisé que son secteur enregistre d'importants chiffres en matière de renforcement des entités de recherche, de développement et de valorisation économique présentes dans les établissements universitaires et de recherche, dont notamment la création de 96 incubateurs d'affaires, de plus de 3.000 espaces pour les start-ups et de plus de 100 CDE.

Le secteur qui accorde un intérêt majeur au soutien à la recherche scientifique, compte 1.801 laboratoires de recherche, 47 unités

de recherche, 30 centres de recherche, 183 services communs et plus de 60 laboratoires de fabrication, a-t-il ajouté.

A cette occasion, il a affirmé que ces centres constituent des outils de développement des compétences des étudiants, inscrits ou diplômés, car les étudiants diplômés ont la possibilité de poursuivre leurs recherches et d'être accompagnés par les laboratoires de recherche pour obtenir des résultats sous forme de label de projet innovant, de brevet d'invention ou de fourniture de solutions aux besoins socioéconomiques, a-t-il dit.

Par ailleurs, M. Baddari a souligné la poursuite du renforcement de l'encadrement du secteur par l'ouverture de concours de recrutement pour 2.000 postes, l'année en cours, dont 1.725 réservés aux maîtres-assistants classe B.

Il a, en outre, rappelé les opérations de recrutement qu'a connues le secteur en 2023, dont l'ouverture de 7.630 postes budgétaires pour un concours de recrutement sur titre des diplômés non-salariés en doctorat et en magister.



constructions illicites:

L'opération de démolition se fait selon un plan étudié et préparé par les walis

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad a affirmé, jeudi à Alger, que l'opération de démolition des constructions "illicites habitées", se fait selon un plan étudié qui est "minutieusement" préparé par les walis et soumis au ministère pour y statuer définitivement, après épuisement de toutes les voies de régularisation administrative et légale.

Lors d'une plénière du Conseil de la nation, consacrée aux questions orales et présidée par M. Goudjil, président de la chambre haute du Parlement, le ministre de l'Intérieur qui répondait à une question concernant la démolition de constructions à Ténès (w.Chlef), a indiqué que "le recours à la démolition des constructions illicites, ne se fait qu'après l'examen des dossiers



au niveau de la commission de sécurité de wilaya", en vue de prendre "toutes les dispositions légales et mesures indispensables, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur". Conformément à la décision du Conseil des ministres du 20 février 2023, l'opération de démolition des constructions "illicites habitées se fait selon un plan étudié qui est

minutieusement préparé par les walis et soumis aux services centraux du ministère, en vue d'y statuer définitivement, après épuisement de toutes les voies de régularisation administrative et légale", a-t-il affirmé.

Le ministre a en outre rappelé les dispositions juridiques et réglementaires régissant l'opération de réalisation de constructions et de leur

transformation, notamment la loi sur l'aménagement et l'urbanisme qui prévoit l'obligation de détenir un permis de construire et un permis de lotir pour toute opération de division d'une propriété foncière ou de plusieurs propriétés, ainsi que l'interdiction de bâtir "une construction "sans l'obtention préalable du permis de construire dans les délais fixés par la loi".

M. Merad a également souligné que la loi sur l'aménagement et l'urbanisme stipule "l'arrêt des travaux qui visent à créer un lotissement ou une agglomération sans permis, aussi bien sur le domaine de l'Etat ou sur une propriété privée non constructible".

Dans ce cas, ajoute le ministre, "le wali ordonne à l'individu contrevenant de démolir les constructions dans les délais fixés. Si le contrevenant ne s'y

conforme pas, le wali ordonne, après expiration des délais fixés, le lancement de travaux de démolition dont les coûts seront à la charge du contrevenant".

Concernant les constructions démolies à Ténès (Chlef), M. Merad a précisé que celles-ci "n'étaient pas habitées. Certaines étaient encore en cours de réalisation, tandis que d'autres étaient au niveau des fondations". Ces constructions ont été bâties sur des terrains forestiers et font l'objet d'infractions relevées par les services d'administration des forêts, a expliqué le ministre qui a souligné que conformément à la loi, "les constructions érigées sur des terrains forestiers ou de nature forestière ne sont pas éligibles à la mise en conformité", d'autant plus qu'"aucun dossier n'a été fourni pour régulariser ces constructions".

Le ministère œuvre à revoir les spécialités disponibles et la durée de la formation

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi, a indiqué, lundi soir à Grarem-Gouga (Mila) que son département œuvrait à "revoir les spécialités de formation disponibles et la durée de la formation dans chaque spécialité".

Lors d'une inspection de l'activité pédagogique au Centre de formation professionnelle Frères-Boukazzoula, le ministre a souligné que dans le cadre de cet effort, une révision complète de la durée de la formation sera effectuée car il est "déraisonnable", selon lui, que la période de formation soit aussi longue dans certaines disciplines, telles que la couture, par exemple.



Il a ajouté que les spécialités de formation disponibles "seront également revues, en même temps que la durée des cursus, afin de former une main-d'œuvre qualifiée, dans un court laps de temps, pour répondre rapidement aux besoins de nombreuses entreprises recevant des diplômés du secteur".

Evoquant les performances des apprentis au complexe du barrage de Beni-Haroun, dans la commune de Hamala, M. Merabi,

qui a appelé les responsables de cette installation, qui approvisionne 6 wilayas en eau potable, à "accueillir davantage d'apprentis et de stagiaires", a fait part de sa "volonté de développer de nouvelles spécialités dans les métiers de l'hydraulique, en adéquation avec les exigences de ce type d'ouvrages pouvant soutenir les domaines du tourisme, mais aussi de l'agriculture qui constitue un pôle d'attraction pour de nombreuses disciplines de formation".

Dans la commune de Chelghoum-Laïd, le ministre a inauguré l'Institut national de formation professionnelle chahid Mohamed-Chouchane, qui accueille 300 postes de formation.

Il a souligné, in situ, "la nécessité d'offrir des spécialisations en adéquation avec la nature de la région et sa spécificité agricole, après consultation des autorités locales pour s'assurer que les besoins du marché du travail de la région sont satisfaits".

M. Merabi a également inspecté, dans le même institut, une exposition de jeunes gérants de micro-entreprises, écoutant avec attention les idées et les projets innovants portés par les stagiaires actifs dans les clubs de créativité et d'innovation dans les structures de formation de la wilaya.

Il a rappelé, à cette occasion, "le soutien de son secteur aux activités de jeunesse et des associations en ouvrant les portes des structures du secteur"

qui restent, a-t-il souligné, des "institutions de proximité" et qui ont, de ce fait, un important rôle à jouer dans la promotion d'une "culture de la citoyenneté".

Dans une déclaration à la presse à l'issue de sa visite de travail à Mila, le ministre a rappelé qu'il existe plus de 900 clubs créatifs dans les établissements de formation du pays, avec pour objectif d'accompagner les jeunes ayant l'"esprit entrepreneurial".

Il a fait savoir, à ce propos, qu'une exposition nationale dédiée à la créativité des jeunes sera organisée dans les prochains mois, pour permettre aux jeunes de montrer ce qu'ils sont capables d'offrir dans le domaine de la création et de l'innovation.

Le rôle vital de la Commune dans la restauration de la confiance entre le citoyen et l'Etat mis en exergue

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali a mis en exergue, jeudi, le rôle vital de la Commune dans la restauration de la confiance entre le citoyen et l'Etat.

"La Commune, structure de l'Etat la plus proche du citoyen, doit assurer ses performances de manière à contribuer, efficacement, à la restauration de la confiance entre le citoyen et son Etat", a affirmé M. Boughali dans

un message de vœux adressé aux élus locaux à l'occasion de la Journée nationale de la Commune (18 janvier).

"Associer le citoyen à la gestion de cette structure doit aller au-delà de la simple désignation de ses représentants dans les Assemblées populaires communales (APC)", poursuit M. Boughali, soulignant que "l'Algérie nouvelle repose sur une vision participative qui consacre à tout un chacun un

espace dans lequel il participe activement dans son édification, chacun à son niveau".

Convaincu que "le cadre juridique idéal de la commune doit consacrer l'esprit d'initiative et de réactivité, dans le respect de la loi et loins des intérêts personnels", le président de l'APN a souligné que "ce cadre devrait maintenir le lien entre cette structure et l'Administration centrale, de sorte à ne pas entraver les projets, ni démotiver les élus".



Il a, dans ce contexte, rappelé "les nombreuses tentatives visant à parvenir à une mouture idoine des prérogatives attribuées aux présidents d'APC, chargés de la gestion des affaires locales du citoyen", mettant en avant

l'importance de "permettre à ces élus de jouer pleinement leur rôle, à la lumière de données réelles, souvent difficiles".

Le président de la chambre basse du Parlement s'est dit "optimiste quant à l'avenir de la commune, qu'il entrevoit prospère", d'autant que les hautes autorités font montre, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, d'"une volonté de fer" à moderniser la gestion.

registre du commerce : Gel de la décision de suppression des analyses et tests médicaux de la liste des activités de pharmacie

Le ministère du Commerce et de la Promotion des Exportations a annoncé, mardi dans un communiqué, le gel de la décision portant suppression des analyses et tests médicaux de la liste des activités de pharmacie au registre de commerce.

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a décidé à la lumière des conclusions de la réunion de la commission mixte composée de représentants du secteur et du Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine (SNAPO), de "geler l'ajustement de la description de

l'activité de pharmacie portant le code 602101 au registre de commerce, en maintenant l'activité des analyses et tests médicaux, et ce jusqu'à la fin des travaux du groupe de travail installé au niveau du ministère de la Santé à cet effet", lit-on dans le communiqué.

M. Zitouni a également décidé d'"enrichir la description de cette activité, conformément aux dispositions de l'article 249 de la loi n 18-11 du 2 juillet 2018, relative à la santé modifiée et complétée, lequel article prévoit la distribution par les pharmaciens des produits



pharmaceutiques, des dispositifs médicaux au détail et des produits parapharmaceutiques".

La réunion de la commission

mixte regroupant les représentants du secteur du Commerce et de la Promotion des exportations et du SNAPO, tenue en application des

instructions de M. Zitouni, a porté essentiellement sur les questions liées aux préoccupations des pharmaciens, notamment celles relatives au code actuel de l'activité de pharmacie au registre de commerce, portant le numéro 602101, précise le communiqué.

Pour rappel, le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a décidé récemment d'ajuster la description de ce code, à travers la suppression de plusieurs activités, comme la réalisation des analyses et des tests médicaux, avant de geler cet ajustement à l'issue de la réunion de la commission.

interdiction d'importation : L'Algérie ferme ses portes à de nouveaux produits finis

Dans un contexte de restructuration économique et de promotion de la production nationale, le gouvernement algérien a pris une décision radicale en annonçant l'interdiction de l'importation de nouveaux produits finis en marbre et en céramique à partir du 18 janvier. Cette mesure, relayée par une note officielle de l'Association Professionnelle des Banques et des Etablissements Financiers (ABEF) algériens, indique clairement que les banques ne sont désormais plus autorisées à domicilier les factures d'importation de produits en marbre et en céramique dans leur forme finale. La décision, attribuée au ministère du Commerce, vise à stimuler la production locale, à réduire la dépendance aux importations étrangères et à favoriser l'émergence d'une industrie nationale florissante. Cependant, des clarifications supplémentaires sont nécessaires pour comprendre pleinement l'étendue de cette interdiction, notamment si elle englobe tous les produits en céramique, y compris les articles de consommation courante tels que les tasses et les assiettes.

Cette initiative s'inscrit dans une série de mesures entreprises par l'Algérie pour consolider son économie et encourager les investissements nationaux, reflétant la volonté du gouvernement de renforcer l'autosuffisance et de créer des opportunités pour les entreprises locales.

Algérie / Espagne : Importation



d'ingrédients avicoles pour stabiliser le marché du poulet Face aux défis persistants liés aux variations significatives des prix du poulet sur le marché algérien, les autorités ont également pris des mesures pour réguler cette situation. L'Abef a récemment émis une directive autorisant l'importation d'ingrédients avicoles depuis l'Espagne. Cette mesure, approuvée par le président de la fédération nationale des éleveurs de volailles, Ali Benchaïba, vise à stabiliser le marché de la volaille en permettant l'importation de composants essentiels tels que les poussins reproducteurs à chair, les poussins reproducteurs à ponte et les œufs à couvrir.

Cette initiative stratégique, communiquée aux institutions financières par l'Abef, indique clairement la volonté des autorités de prendre des mesures proactives pour atténuer les hausses de prix du poulet attribuées à divers facteurs, notamment l'augmentation des coûts des aliments pour le bétail et une production nationale jugée insuffisante. La mise en œuvre de cette directive devrait contribuer à stabiliser le marché de la volaille en Algérie et à répondre aux préoccupations croissantes des consommateurs face aux fluctuations des prix.

L'Algérie prête à exporter son expérience dans le dessalement d'eau de mer



La sécurité hydrique de l'Algérie a été au cœur des préoccupations, avec la construction de stations de dessalement de l'eau de mer, une stratégie adoptée avec succès. La compagnie nationale Sonatrach, à travers sa filiale AEC, se positionne désormais pour exporter son savoir-faire dans ce domaine crucial.

En effet, Rachid Hachichi, PDG de Sonatrach, a récemment affirmé la volonté de la compagnie d'exporter son expertise en dessalement de l'eau de mer. Lors d'une déclaration à Oran, il a souligné que Sonatrach, forte de son expérience et de ses compétences, est prête à entreprendre des projets de dessalement dans le monde entier.

Hachichi a souligné que Sonatrach est actuellement présente dans diverses régions du globe, prête à prendre en charge la réalisation et l'exploitation de stations de dessalement. Cette expansion témoigne de la maturité acquise par Sonatrach dans le domaine, renforçant sa capacité à répondre aux besoins mondiaux en eau potable.

Les autorités algériennes ne se contentent pas de généraliser les stations de dessalement, elles visent également à assurer une maîtrise totale de la gestion et de la technologie. Le président a clairement déclaré en 2023 que la technologie des stations de dessalement est désormais exclusivement algérienne.

Stratégie d'intégration et de réduction de la dépendance aux importations

Sonatrach, en charge de la construction des stations, a élaboré une stratégie visant à maîtriser les outils de gestion et à intégrer le contenu local, dont l'objectif est de réduire au maximum la dépendance aux équipements importés, maximisant ainsi l'impact positif sur l'économie nationale.

L'Algerian Energy Company (AEC SPA), filiale de Sonatrach, se positionne comme un acteur clé pour attirer les entreprises locales spécialisées dans les technologies de dessalement. À travers des contrats de partenariat, elle vise à produire localement des équipements essentiels, comme les membranes d'osmose inverse, tout en augmentant le

taux d'intégration nationale. La stratégie de l'AEC consiste à collaborer avec des entreprises spécialisées dans le dessalement de l'eau de mer. Des contrats de partenariat sont envisagés, tant pour la réalisation que pour l'exploitation des projets. Cette approche permet à l'AEC d'acquérir une expertise et une maîtrise dans ce domaine en pleine expansion en Algérie.

Après avoir réussi la réalisation et la gestion de projets avec des compétences algériennes, l'AEC se dit maintenant prête à exporter son modèle à l'étranger. Cette évolution souligne la confiance et l'ambition d'étendre l'influence algérienne dans le domaine du dessalement de l'eau de mer.

Pour conclure, il est à noter que Sonatrach a lancé en 2022 un programme ambitieux, prévoyant la réalisation de cinq grandes stations de dessalement simultanément. Avec une capacité estimée à 300 000 m³/jour chacune, le programme s'inscrit dans une démarche inclusive en faisant participer des entreprises algériennes, majoritairement des filiales de Sonatrach.

L'APW d'Annaba inspecte plusieurs structures de santé



S.F
 En exécution des recommandations du Président de l'Assemblée populaire de la wilaya A.Chellali, une sortie sur le terrain en préparation de la prochaine session ordinaire a été organisée au niveau du secteur de la santé. Le Comité de santé élargi, dirigé par K.N, a procédé à une sortie de terrain au niveau de plusieurs polycliniques, notamment celles Hdjar Eddis et Chorfa dans le but de constater de visu l'état des structures sanitaires et la réalité du secteur. Au terme de la visite de l'établissement hospitalier Public à Ain

El Berda, le comité de santé a été reçu par le directeur de l'établissement et les cadres qui y collaborent, qui ont fourni à ladite commission un portrait complet de la gestion et des services offerts par cet établissement, ainsi que certaines préoccupations et suggestions qui permettraient d'améliorer les services de santé de l'établissement au niveau de cette infrastructure sanitaire.

La commission s'est ensuite rendue dans les différents services, où elle a écouté et enregistré les préoccupations exposées et identifié toutes les lacunes pour les soumettre aux autorités compétentes.

réunion Du comité De la Ville D'annaBa:

Des efforts à fournir pour le bien-être des citoyens

S.F
 Dans le cadre des efforts des autorités locales visant à impliquer activement la société civile afin de renforcer la démocratie participative, et conformément aux directives du wali, Abdelkader Djellaoui, messieurs Rahmouni Mourad, représentant du Médiateur de la République, Bahat Rabah, et le Secrétaire Général de l'APC, Kaddour Rachedi, ont présidé la réunion du Comité de la ville de la Commune d'Annaba qui en est à sa troisième séance, tenue au Palais de la Culture, Mohamed Boudiaf. Cette réunion s'est tenue en présence des membres des

commissions, des responsables des associations et autres représentants. Les membres présents à cette réunion, ont évoqué les différentes préoccupations et suggestions avancées par la société civile, portant sur les demandes de projets de développement et d'amélioration des services publics (transports, santé, éducation) ainsi que sur la nécessité d'impliquer la société civile dans le développement local, car elle est un partenaire essentiel pour parvenir à un développement global et durable et de travailler en étroite collaboration à l'effet de répondre aux préoccupations et suggestions soulevées.



annaBa / sécurisation Des Zones urBaines

La Gendarmerie nationale met en place un plan de sécurité spécial

S.F
 La Gendarmerie nationale de la wilaya d'Annaba a mis en place, un plan spécial pour la sécurisation des zones urbaines et suburbaines ainsi que du réseau routier et ce aux quatre coins de la wilaya, surtout avec les reprises scolaire et universitaire. En vue de garantir la sécurité et la sérénité publiques, il a été procédé au renforcement des mesures à caractère préventif, dissuasif et répressif adoptées précédemment en mettant en place des dispositifs sécuritaires supplémentaires, à savoir des brigades territoriales, brigades de sécurité routière et sections de sécurité et d'intervention, souligne-t-on d'une source fiable. La protection des personnes et des biens vient en première position des objectifs de ce dispositif, dans le but



d'assurer un climat de sécurité aux citoyens lors de leurs déplacements en toute quiétude et assurance, notamment pour les familles lors des sorties nocturnes ou bien des fidèles qui se rendent, à la mosquée,

également les marchés et les stations de transport public. Le plan concerne aussi l'intensification de l'action de proximité en direction du citoyen ainsi que le contrôle du réseau routier pour assurer

la fluidité de la circulation automobile par une présence permanente sur le terrain et la surveillance rigoureuse des véhicules et des personnes suspectes dans les différentes localités. Pour également

préserver la stabilité du marché national, éviter les pénuries, contrecarrer toute tentative de contrebande de marchandises ou de produits alimentaires, préserver la santé publique et l'économie nationale. Il a été procédé à l'intensification de la surveillance et des patrouilles aux frontières. Les unités territoriales de la Gendarmerie nationale implantées à travers les communes procéderont au suivi et au contrôle des produits de large consommation au niveau des marchés et des commerces et transmettront des rapports immédiats à propos de tout manque ou hausse des prix aux autorités concernées afin qu'elles prennent les mesures juridiques qui s'imposent. Le numéro vert 10-55 de la Gendarmerie nationale demeure au service des citoyens en cas de demande de secours ou d'intervention.

annaBa / assainissement

Lancement d'une campagne d'entretien et de nettoyage à El Bouni



Sara.Y

C'est sous la conduite du chef de daïra d'El-Bouni, Kouchbat Abdelkrim, assisté du P/APC, Naili Mohamed qu'a été entamée, hier, une campagne de nettoyage et d'hygiène visant à éliminer les déchets solides qui jonchent les chaussées.

Cette campagne qui a été rehaussée de la présence du secrétaire général de la wilaya, a été organisée en collaboration avec la direction de l'Environnement, et a impliqué divers organismes locaux, notamment des représentants des services municipaux, de la direction de l'urbanisme et de la construction, ainsi que du département des travaux publics. Une étroite coordination qui illustre l'unité

d'actions entre les secteurs public et privé.

Le point de départ de cette campagne environnementale a été le quartier de Chabia, une localité caractérisée par l'existence de plusieurs points noirs dispersés dans toute la commune. Une batterie d'équipements et de moyens appropriés a été mobilisée pour garantir la réussite de cette opération.

Cette campagne appelle à la responsabilisation collective pour préserver un environnement sain et dénote l'importance des actions de sensibilisation de la population locale, responsable en premier lieu du maintien de la propreté de l'environnement et de leur cadre de vie.

annaBa / soliDarité

Les actions de prise en charge des sans-abris se poursuivent inlassablement

Sara.Y

En application des recommandations du ministère de la solidarité nationale et de la famille, l'administration locale de la wilaya d'Annaba a mis en œuvre un programme de sorties nocturnes visant à soutenir les personnes sans abris. C'est sous la supervision du directeur par intérim de l'action sociale que des sorties ont été initiées, impliquant divers partenaires, dont la sûreté de wilaya, la protection civile, la DSP, la clinique spécialisée Abu Bakr Al Razi, la commune d'Annaba et le Croissant-Rouge algérien d'Annaba.

L'objectif principal de ces sorties nocturnes est d'apporter une assistance immédiate et ciblée aux personnes vulnérables, en tenant compte de leurs besoins individuels. Chaque situation est traitée de manière spécifique, nécessitant une prise en charge adaptée au cas par cas.

La collaboration entre les différentes entités démontre une approche holistique pour résoudre ce problème social complexe. Il est essentiel de souligner que cette opération ne va pas se limiter à une intervention ponctuelle, mais elle tendra



vers une continuité surtout en cette période hivernale. Cela reflète l'engagement à long terme des autorités locales envers la prise en charge des personnes sans abris.

Cette initiative témoigne de la volonté collective de la société de répondre aux besoins des plus démunis. Elle met en lumière l'importance de la coordination entre les organismes sociaux et les entités locales pour aborder de manière efficace la question des personnes sans abris.

annaBa / etanchéité

L'OPGI entame des travaux d'étanchéité des terrasses d'immeubles à Oued Forcha et cité Safsaf

Sara.Y

Sous la direction de l'OPGI d'Annaba, des travaux d'étanchéité de plusieurs immeubles ont été lancés. Plusieurs cités ont été touchées par cette opération. Il s'agit de la cité "700 logements", à Oued Forcha, des 1172 et 1028 logements, à la cité Safsaf. Le but de cette intervention a concerné la réparation et la remise en état de l'étanchéité des immeubles qui a connu une dégradation due aux intempéries. Cette démarche s'inscrit dans une vision plus large visant à améliorer la qualité de vie des résidents et à renforcer la durabilité des infrastructures.

Les travaux d'étanchéité des localités susvisées visent à préserver le patrimoine immobilier et à garantir de meilleures conditions de vie aux résidents.

Cette initiative de l'OPGI, reflète l'engagement des autorités locales à assurer le bien-être des résidents.



annaBa / nouvelle Ville

"BenaouDa BenmosteFa"

La polyclinique "Bounouba Belkacem" organise une journée au profit des diabétiques



S.F

Le service du diabète de la polyclinique "Bounouba Belkacem" implantée dans la nouvelle ville Benaouda Benmostefa (Ex- Draa Errich) a organisé une journée d'éducation thérapeutique pour les diabétiques, sous le thème du diabète à l'approche du mois sacré de Ramadhan. En effet, en raison du taux élevé des cas de diabète en Algérie, notamment au niveau de la wilaya d'Annaba des diabétologues et des nutritionnistes ont organisé cette journée qui a pour objectif principal de communiquer des informations, des conseils et des renseignements gratuits sur l'importance du respect des pratiques religieuses sans pour autant nuire à la santé pendant le mois sacré de Ramadhan. Cette journée d'écoute entre patients et professionnels, a pour but



essentiel de donner plus de confiance aux malades. Le diabète ou la maladie silencieuse comme la nommera l'orateur peut présenter un danger chez le jeûneur à cause de l'hypoglycémie mais aussi de la déshydratation qui peut rendre le sang visqueux avec le risque de provoquer des thromboses. Ainsi, le jeûne doit être interdit aux insulino-dépendants, surtout si une maladie cardiovasculaire est associée à leur diabète. Les personnes souffrant d'hypoglycémies fréquentes, ceux ayant un taux d'hémoglobine glyquée supérieur à 9%, la femme diabétique enceinte, les dialysés et ceux ayant un métier pénible. Le jeûne est aussi vivement déconseillé pour la personne diabétique vivant seule. Il insistera pour que les patients autorisés à jeûner prennent leur repas, le plus tôt pour le ftour et le plus tard pour le s'hour avec un bon apport en liquides non sucrés, de préférence de l'eau.

Djanet / EXPLOITATION AURIFÈRE ARTISANALE: 103 micro-entreprises régularisées

Cent trois (103) micro-entreprises d'exploitation aurifère artisanale ont bénéficié de la régularisation réglementaire dans la wilaya de Djanet, a-t-on appris, hier samedi, de l'antenne régionale de l'agence nationale des activités minières (ANAM). Ces entités économiques, ayant générées plus de 400 emplois, se sont vues accorder des autorisations d'exploitation aurifère artisanale pour remettre leur produit, or brut, à l'entreprise nationale d'exploitation des mines d'Or (ENOR), a expliqué le

président de l'antenne régionale d'ANAM, Djamel Chikaoui. Les services de cette instance régionale, couvrant les wilayas d'Illizi et de Djanet, organisent, des visites de contrôle et d'inspection aux sites d'exploration pour s'assurer des activités réglementaires d'exploitation, en plus de l'orientation et l'accompagnement techniques des actions d'exploitation assurées par cinq ingénieurs par souci de préserver la richesse minière, a expliqué le même responsable.

Les jeunes créateurs de micro-

entreprises ont, à ce titre, bénéficié d'une formation spécialisée en exploitation aurifère artisanale au niveau des établissements de la formation professionnelle de la wilaya de Djanet leur permettant de s'initier aux techniques d'exploitation des minerais, notamment celle aurifère.

Les services de la wilaya ont fait part, de leur côté, qu'une série de mesures seront lancées prochainement, dans le cadre des efforts de suivi des activités minières, pour prendre en charge les préoccupations des orpailleurs de la wilaya de



Djanet.

Dans ce cadre le wali de Djanet, Benabdallah Chaïb Eddour a, à cette occasion, souligné la

détermination des autorités locales d'accompagner les micro-entreprises activant dans le domaine minier.



el-meniaâ :

Plus d'une cinquantaine de participants au rallye touristique national

Plus d'une cinquantaine de compétiteurs prennent part à la 7e édition du rallye touristique national dont le coup d'envoi a été donné, vendredi passé, dans la commune de Hassi El-Gara (wilaya d'El-Meniaâ).

Dans une déclaration à l'APS, le président du Club "El-Ghazal Assahraoui" des sports mécaniques, Driss Bensouissi a fait savoir que 55 participants, venus de douze (12) wilayas, prennent part aux différentes compétitions (motocross, véhicules 4x4 et parapente), pour démontrer leurs capacités

sur les circuits choisis par les organisateurs.

L'objectif de cet événement sportif, a-t-il souligné, est de promouvoir le tourisme intérieur dans notre pays et mettre en exergue les énormes atouts que recèle l'Algérie à l'instar des paysages naturels et des reliefs variés permettant d'organiser de nombreuses compétitions sportives nationales et internationales.

"Le Club espère organiser un événement similaire à dimension continentale ou internationale afin de mettre en avant le potentiel des jeunes

algériens ambitieux et de découvrir des athlètes talentueux pour représenter l'Algérie dans les fora internationaux et régionaux", a soutenu le président d'"El-Ghazal Assahraoui".

Donnant le coup d'envoi de cette manifestation sportive, le wali d'El-Meniaâ, Mokhtar Benmalek a, de son côté, affirmé que cette compétition constituait une opportunité pour promouvoir le tourisme saharien et intérieur.

En marge de cet événement sportif de deux jours, une exposition artisanale est

organisée par des artisans spécialisés dans différents métiers, en vue de promouvoir l'artisanat local de la wilaya d'El Meniaâ, en présence d'un public nombreux et d'invités venus d'autres wilayas qui ont exprimé leur admiration pour les paysages splendides de cette wilaya ainsi que pour les jeunes champions des sports mécaniques qui sont à même de hisser haut les couleurs nationales lors des meetings sportifs internationaux.

La 7e édition de ce rallye qu'abrite la wilaya d'El Meniaâ intervient dans le cadre d'une

série d'activités organisées dans cette wilaya, dans l'espoir d'organiser un événement similaire à dimension internationale lors des prochains rendez-vous.

Le rallye touristique national est organisé à l'initiative de la Ligue de wilaya des Sports mécaniques et du Club "El-Ghazal Assahraoui" des sports mécaniques, en coordination avec la Fédération algérienne des Sports mécaniques (FASM), la Direction de la jeunesse et des sports et celle du Tourisme et de l'Artisanat.

GharDaïa :

Doter les espaces culturels de plateformes numériques interactives

La dotation des espaces culturels en plateformes numériques interactives pour attirer les jeunes talents a été vivement recommandée par les participants au terme du Forum national de la jeunesse et des espaces culturels qu'a abrité la wilaya de GharDaïa.

Ils ont recommandé, au terme de ce regroupement national clôturé tard mardi dans la soirée, la création d'un réseau numérique national d'émergence des jeunes talents et d'innovants, la dotation des associations culturelles en mécanismes d'investissement culturel, la valorisation de la mission des services des activités culturelles au niveau des institutions universitaires et l'appui des programmes éducatifs des établissements pédagogiques, dans les trois paliers, susceptibles de découvrir et accompagner les jeunes



talents.

La relance des festivals culturels et de musique, et le lancement d'autres rendez-vous culturels nationaux à travers chaque wilaya mettant en valeur la diversité et le foisonnement culturel dont regorge le pays et le soutien de la formation en animation culturelle, musique notamment, ont également été recommandés par les participants.

Intervenant lors de l'atelier thématique "les jeunes et

le produit culturel, entre la compétence de formation et les défis", le comédien Hakim Dekkar a jugé nécessaire pour les jeunes, en vue de perfectionner leurs talents artistiques et promouvoir l'acte culturel, "d'allier la capacité artistique à la performance professionnelle". De son côté, l'artiste Djamil Mansouri a souligné que le Forum constitue un lieu d'enrichissement des idées, de développement des compétences

juvéniles et une tribune pour l'émergence de jeunes talents, soutenant que les espaces culturels constituent également des tribunes pour mettre en valeur les idées des jeunes.

Dans ce contexte, les représentants du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) ont souligné que cette instance s'emploie à mettre en œuvre la stratégie d'ouverture sur les jeunes, leur rapprochement et perfectionnement à la faveur de l'organisation d'activités spécialisées.

Approchée par l'APS, des participants ont indiqué que cette rencontre s'assigne comme autre objectif de mettre en pratique les suggestions de l'élite juvénile instruite, liées notamment à la valorisation de la mission des espaces culturels en tant que milieux propices pour laisser s'exprimer les talents.

Placé sous le signe "la jeunesse et les espaces culturels: réalité et perspectives", ce Forum a regroupé, deux jours durant (15-16 janvier), une centaine de jeunes issus de différentes régions du pays, des étudiants d'instituts culturels, porteurs de projets culturels et artistiques et des artistes qui se sont penchés sur l'enrichissement du thème axé sur la contribution des espaces culturels dans la valorisation des activités et initiatives culturelles.

Les participants ont, lors des ateliers, évoqué les rôles et missions des artistes, créateurs littéraires, associations culturelles dans la valorisation des espaces culturels, de la stratégie de promotion du produit artistique constructif et les perspectives de développement des espaces culturels juvéniles, ont indiqué les organisateurs.

Etats-Unis et Israël étalent à nouveau leurs Divergences:

Netanyahu contre un Etat palestinien

Les Etats-Unis et Israël ont étalé jeudi une nouvelle fois publiquement leurs profondes divergences de vues sur l'après-guerre dans la bande de Gaza, et la perspective d'un Etat palestinien, seul garant selon Washington de la sécurité d'Israël à long terme. "Nous voyons évidemment les choses de façon différente", a lâché le porte-parole du Conseil national de sécurité John Kirby, interrogé sur des propos du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu semblant apporter une fin de non recevoir aux sollicitations américaines.

"Israël doit avoir le contrôle



de la sécurité sur l'ensemble du territoire situé à l'ouest du Jourdain. Il s'agit d'une condition nécessaire, qui est en contradiction avec l'idée de souveraineté (palestinienne)",

a affirmé M. Netanyahu, en précisant l'avoir dit directement aux Américains. "Un Premier ministre israélien devrait être capable de dire non, même à nos meilleurs

amis - de dire non quand c'est nécessaire, et de dire oui si c'est possible", a-t-il ajouté.

Ces divergences entre Washington et Israël ne sont pas nouvelles mais elles s'étalent au grand jour au moment où les Etats-Unis exercent une grande pression sur leur allié tant à propos de la conduite de la guerre à Gaza, provoquée par l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre, que sur la période d'après la guerre.

Mercredi encore, au Forum économique de Davos, le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken a réitéré son appel à trouver une "voie vers un Etat palestinien", faisant valoir qu'"il sera impossible

d'obtenir une véritable sécurité sans cela".

Et lors de son voyage au Moyen-Orient la semaine dernière, le secrétaire d'Etat a plaidé auprès des autorités israéliennes le fait que des pays arabes, dont l'Arabie saoudite, se sont "engagés" à aider à la reconstruction de Gaza et à une future gouvernance palestinienne à la condition expresse qu'Israël trace une voie tangible vers un Etat palestinien.

Washington incite aussi Israël à aider plutôt qu'à entraver l'Autorité palestinienne, qui ne peut pas fonctionner de manière efficace sans ce "soutien", selon M. Blinken.

ONU Femmes affirme que deux mères sont tuées chaque heure à Gaza

Environ 70% des personnes tuées pendant la guerre à Gaza sont des femmes et des enfants, et en moyenne deux mères perdent la vie chaque heure depuis le début du conflit, a déclaré ONU Femmes vendredi.

L'agence a appelé à un cessez-le-feu immédiat et au déploiement de tous les efforts nécessaires pour que les femmes et les filles bénéficient d'une protection adéquate et d'un accès sûr à une aide humanitaire rapide, sans restriction et «tenant compte des questions de genre».

«Au moins 24 620 Palestiniens ont été tués à Gaza, dont environ

16 000 étaient des femmes ou des enfants », a signalé Sima Bahous, directrice exécutive d'ONU Femmes. Ce chiffre est trois fois supérieur au nombre de personnes tuées dans le territoire au cours des 15 dernières années combinées», a-t-elle ajouté.

«Plus de 100 jours se sont écoulés depuis les attaques du Hamas contre Israël le 7 octobre et les horreurs qui ont suivi, en particulier à Gaza. Les preuves continuent d'apparaître que les femmes et les enfants sont les 'premières victimes des conflits'», a-t-elle indiqué.

«Nous les laissons tomber. Cet échec et le traumatisme

générationnel infligé au peuple palestinien au cours de ces 100 jours, et ce n'est pas fini, nous hanteront tous pour les générations à venir. À moins de changer, ces 100 derniers jours qui ont vu une destruction sans précédent s'abattre sur la population de Gaza ne seront qu'un prélude aux 100 prochains», a-t-elle ajouté.

Bahous a prévenu: «Même si nous pleurons aujourd'hui la situation des femmes et des filles de Gaza, nous pleurerons encore plus demain, sans une aide humanitaire illimitée et sans la fin des destructions et des tueries.»



Bahous a alerté que les femmes et les filles de Gaza sont privées de sécurité, de médicaments, de soins de santé et d'abris,

qu'elles sont confrontées à une famine imminente et, surtout, qu'elles sont privées d'espoir et de justice.

Plaintes en Suisse contre le président israélien

Des plaintes pénales ont été déposées en Suisse contre le président israélien Isaac Herzog qui se trouvait jeudi au Forum économique mondial (WEF) à Davos, a indiqué le bureau du procureur général vendredi à l'AFP.

Le Ministère public de la Confédération (MPC) confirmait ainsi une information donnée jeudi soir par l'agence de presse suisse Keystone-ATS.

Les personnes ayant déposé les plaintes ont elles publié un communiqué, obtenu par l'AFP et intitulé "Legal Action Against Crimes Against Humanity".

Il y est indiqué que "plusieurs personnes", dont les noms ne sont pas donnés, ont déposé ces plaintes, auprès du MPC, du procureur cantonal de Bâle-Ville ainsi qu'auprès des polices cantonales de Bâle-Ville, Berne et Zurich.

Le MPC a indiqué que "les plaintes pénales sont maintenant examinées selon la procédure habituelle" et il a expliqué être "en contact" avec le ministère suisse des Affaires étrangères "afin d'examiner la question de l'immunité" du président israélien.

Dans leur communiqué, les personnes ayant déposé les plaintes affirment que

l'immunité peut, "dans certaines circonstances", être levée lorsqu'il s'agit de crimes contre l'humanité, et elles estiment que "ces conditions sont remplies dans le cas présent".

Procédure pénale approfondie Elles indiquent également avoir demandé la mise en place d'une "procédure pénale approfondie" en Suisse contre le président israélien pour "génocide et crimes contre l'humanité", en parallèle aux accusations de génocide contre le peuple palestinien dans la bande de Gaza, portées par l'Afrique du Sud contre Israël devant la Cour internationale de

Justice (CIJ).

Une audience se déroule depuis le 11 janvier devant la plus haute juridiction des Nations unies, dont le siège est à La Haye, que Pretoria a saisie le mois dernier, arguant qu'Israël violait la Convention des Nations unies sur le génocide, signée en 1948 à la suite de l'Holocauste.

L'Afrique du Sud souhaite que les juges enjoignent à Israël d'arrêter "immédiatement" la campagne militaire déclenchée dans la bande de Gaza après l'attaque sans précédent du Hamas sur le sol israélien le 7 octobre, qui a fait environ 1 140 morts,

selon un comptage de l'AFP à partir du bilan israélien.

Quelque 250 personnes ont été enlevées et emmenées à Gaza durant l'attaque, dont une centaine ont été libérées à la faveur d'une trêve fin novembre.

En représailles, Israël a juré d'"anéantir" le Hamas au pouvoir dans la bande de Gaza et lancé une offensive dans ce territoire palestinien qui a fait au moins 24 620 morts, en majorité des femmes, des adolescents et des enfants, selon le dernier bilan du ministère de la Santé du Hamas.

Une frappe cible un bâtiment résidentiel à Damas, cinq morts dont deux conseillers iraniens

BEYROUTH, Liban: Cinq personnes ont été tuées samedi dans une «frappe israélienne» contre un bâtiment à Damas où se tenait une «réunion de chefs pro-iraniens», a indiqué une ONG, sur fond de tensions régionales exacerbées par la guerre entre Israël et le Hamas. A Téhéran, l'agence de presse Mehr a indiqué que «deux conseillers iraniens de haut rang ont été tués dans l'attaque menée par le régime sioniste à Damas». Plus tard dans la journée, des sources médiatiques précisaient que le chef en Syrie des renseignements des Gardiens iraniens et son adjoint ont été tués dans la frappe à Damas

L'immeuble, dans le quartier de Mazzé, a été détruit par la frappe, a constaté un correspondant de l'AFP sur place.

Le quartier abrite des dirigeants des Gardiens de la révolution, l'armée idéologique de l'Iran, ainsi que des factions palestiniennes pro-iraniennes, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

«Une frappe de missile israélien a visé un immeuble de quatre étages, tuant cinq personnes (...) et détruisant tout le bâtiment où se réunissaient des chefs proches de l'Iran», a indiqué l'ONG, qui dispose d'un vaste réseau de sources dans la Syrie en guerre.

«Ils (Israël, ndlr) visaient

certainement des chefs» de ces groupes, a déclaré le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane, sans préciser dans l'immédiat l'identité des victimes.

A Damas, l'agence officielle de presse syrienne Sana a confirmé une attaque contre un bâtiment résidentiel dans le quartier de Mazzé, en accusant Israël, mais sans autre précision.

Le quartier de Mazzé abrite aussi le quartier général de l'ONU ainsi que des ambassades.

Le bâtiment détruit a été bouclé par les forces de sécurité. Des ambulances, pompiers et des équipes du Croissant-Rouge syrien ont été dépêchés sur les lieux.



Des membres de la Défense civile fouillaient dans les décombres à la recherche d'éventuels survivants.

«J'ai entendu une explosion et j'ai vu un gros nuage de fumée», a témoigné pour l'AFP

l'un des habitants du quartier. «Le bruit était semblable à celui d'une explosion de missile, et quelques minutes plus tard j'ai entendu la sirène des ambulances», a-t-il ajouté sous le couvert de l'anonymat.

Un dépôt pétrolier russe en feu après une attaque ukrainienne



L'Ukraine a revendiqué l'attaque vendredi matin contre un dépôt pétrolier dans la région frontalière russe de Briansk, un site toujours en proie à un incendie à la mi-

journée. Une source au sein du renseignement militaire ukrainien a indiqué à l'AFP que ce service, responsable de multiples opérations en Russie, avait lancé un drone

contre le dépôt, alors que Kiev multiplie les attaques en territoire russe depuis plusieurs semaines.

Cette source a ajouté que des drones avaient également été lancés contre une usine de poudre à canon à Tambov, à près de 500 km de la frontière, mais elle n'était pas en mesure de préciser s'il y avait eu des dégâts.

«Des terroristes ukrainiens ont tenté d'attaquer des infrastructures sur le territoire de la ville de Klinty à l'aide d'un drone», a de son côté affirmé le gouverneur de la région de Briansk, Alexandre

Bogomaz, sur Telegram. Selon lui, le drone a été «neutralisé» par la défense antiaérienne russe mais au moment de son interception, l'engin «a largué une munition» sur un dépôt pétrolier à Klinty, une ville de quelque 60.000 habitants située à 70 km de la frontière ukrainienne. Trente-deux personnes ont dû être évacuées.

Le responsable a précisé que l'attaque «n'a pas fait de victimes», mais qu'un incendie s'étant déclaré, 13 camions de pompiers ont été mobilisés ainsi qu'un train spécialisé chargé de 120 tonnes d'eau et de cinq

tonnes de mousse coupe-feu.

Une vidéo diffusée par le gouverneur montre d'énormes flammes et volutes de fumée noire s'élever depuis des réservoirs du groupe pétrolier d'Etat Rosneft. Selon cette source, l'incendie a été classé «au plus haut niveau de complexité»

De son côté, le ministère russe de la Défense avait fait état de l'attaque d'un drone dans la région de Briansk, sans en préciser le lieu exact, assurant avoir «détruit» l'engin et «djoué» la tentative ukrainienne.

Nouvelles frappes américaines contre les Houthis au Yémen

Les Etats-Unis ont mené vendredi de nouvelles frappes contre les Houthis au Yémen, disant agir en «légitime défense» face aux attaques répétées des rebelles yéménites visant les navires marchands dans une zone maritime cruciale pour le commerce mondial.

Washington cherche à réduire les capacités militaires des Houthis, soutenus par l'Iran, mais après une semaine de frappes intensives ceux-ci représentent toujours une menace, et ils ont juré de continuer à cibler les navires marchands en mer Rouge et dans le golfe d'Aden.

Les rebelles yéménites, qui affirment viser des navires «liés à Israël», en signe de solidarité avec les Palestiniens à Gaza,

avaient de leur côté revendiqué plus tôt des frappes contre un navire marchand américain circulant dans le golfe d'Aden.

Cette dernière attaque en date du mouvement n'a toutefois pas fait de dommage selon Washington.

L'armée américaine a «mené avec succès trois frappes défensives» vendredi visant des lanceurs de missiles prêts à frapper dans la mer Rouge, a affirmé un porte-parole de la Maison Blanche, John Kirby.

«Ces actions ont été menées dans le cadre de la légitime défense, mais elles contribuent également à rendre les eaux internationales plus sûres pour les navires de guerre et les navires marchands», a-t-il fait valoir.

Américains et Britanniques,

soutenus par un petit groupe de pays, avaient pour la première fois frappé les Houthis au Yémen le 12 janvier, visant des radars et des infrastructures de missiles et de drones, soit plus d'une trentaine de sites au total.

Depuis lors, les Etats-Unis ont mené une série d'autres frappes visant plus particulièrement des lanceurs de missiles.

Les attaques en mer Rouge et dans le golfe d'Aden ont contraint de nombreux armateurs à suspendre le passage sur cette voie de transit essentielle représentant jusqu'à 12% du commerce mondial.

Embrassement régional Dans le même temps, les Etats-Unis cherchent à exercer une pression diplomatique et financière sur les Houthis, après



les avoir de nouveau qualifiés d'entité «terroriste».

Cette sanction doit prendre effet le 16 février.

Le groupe avait été placé sur cette liste par le président Donald Trump, vers la fin de son mandat, ainsi que sur celle des «organisations terroristes

étrangères», qui interdit tout échange avec les entités concernées.

Mais l'administration Biden les en avaient retiré en 2021, au tout début de son mandat, dans le but de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire.

can 2023 / algérie-Burkina Faso (2-2) : Bounedjah en patron contre les Étalons

Après un second match compliqué sous la chaleur de l'après-midi en Côte d'Ivoire, l'Algérie est parvenue à sécuriser un point en décrochant un match nul (2-2) contre le Burkina Faso, grâce à un superbe doublé de Baghdad Bounedjah. L'attaquant oranais a encore frappé, deux fois !

Les 45 premières minutes de la rencontre ont été assez équilibrées entre l'Algérie et le Burkina Faso, avec néanmoins un avantage pour les Fennecs sur le plan offensif. En effet, les Algériens ont eu plusieurs occasions dangereuses, qui proviennent pratiquement toutes du côté gauche, où a été aligné un certain Youcef Belaili. Ce même Belaili a d'ailleurs été absolument magistral en première période, avec des tirs cadrés, des passes millimétrées, et une grande technicité balle au pied. Son alchimie avec son coéquipier oranais, Baghdad Bounedjah, a une nouvelle fois mis en danger l'adversaire. On note également une complicité naissante entre Belaili et Ait Nouri, qui ont proposé de très belles choses en première période.

Le milieu de terrain algérien semblait aussi être plus réactif, avec Sofiane Feghouli et Ramiz Zerrouki en plus de Nabil



Bentaleb. Les latéraux algériens, à savoir Youcef Atal et Rayan Ait Nouri étaient très efficaces dans leurs côtés respectifs, et n'hésitant pas à monter très loin pour participer aux offensives. Dans l'axe, Ramy Bensebaini et Aissa Mandi étaient très bons aussi. Mais à la seconde minute du temps additionnel, ce fût le drame pour les Fennecs !

L'attaquant burkinabé Mohamed Konaté a profité d'un léger mauvais placement des défenseurs centraux afin de faire vibrer les filets d'Anthony Mandrea sur une très belle tête

plongeante, offrant un but très important pour les Étalons juste avant le coup de sifflet final de la première mi-temps (1-0).

Changement de tactique en seconde période

Du côté Algérien, Djamel Belmadi a opté pour un tout autre plan de jeu en remplaçant Sofiane Feghouli par Mohamed Amoura, basculant ainsi vers un 4-4-2. Dès les premières minutes, une différence a été ressentie. Les Fennecs ont d'ailleurs pu égaliser sur un coup franc tenté directement par Youcef Belaili, qui n'a pas atteint le but, mais

l'intervention de Baghdad Bounedjah a permis de mettre le cuir au fond du filet. L'attaquant d'Al-Sadd marque ainsi le premier but de l'Algérie de la rencontre à la 51ème minute, ainsi que son deuxième goal de la compétition.

Vers la 70ème minute, ce fût l'ascenseur émotionnel pour les Algériens. Alors que beaucoup pensaient que l'Algérie avait une chance de faire l'exploit, ou au pire, s'assurer le match nul, le défenseur Rayan Ait Nouri commet une faute fatale sur un défenseur adverse dans la

surface algérienne, provoquant un pénalty après consultation du VAR. Mandrea n'a rien pu faire face à Bertrand Traoré, qui inflige le second penalty transformé aux Verts du tournoi, après celui de l'Angolais Mabululu. 2-1 pour le Burkina Faso à la 70ème minute. Face à cette situation extrêmement délicate, le sélectionneur décide de finalement tout miser sur l'offensive, avec une vague de changement, avec l'entrée d'Adam Ounas, de Farès Chaïbi et d'Islam Slimani à la place de respectivement Riyad Mahrez, Adam Ounas et Nabil Bentaleb. Cette stratégie a finalement porté ses fruits car les algériens ont été un peu moins menacés durant les dernières minutes de la partie. Toutefois, un corner obtenu par l'Algérie dans le temps additionnel change la donne.

Tiré par Adam Ounas directement sur la tête de Baghdad Bounedjah (encore lui !) à la 95', l'Algérie parvient à limiter la casse en sécurisant un match nul (2-2). Incontestablement l'homme du match, Bounedjah s'est montré au top de sa forme ce samedi après-midi contre les joueurs de Hubert Velud, signant un doublé, et son 3ème but de la CAN. La victoire est maintenant une obligation contre la Mauritanie !

Belmadi :

« C'est toujours dans la souffrance que l'on a remporté nos succès »

Présent en conférence de presse d'après l'Algérie - Burkina Faso (2-2), Djamel Belmadi a livré ses sentiments.

Le scénario pourrait permettre de bâtir grand. L'Équipe Nationale, menée par deux fois, a su faire preuve de ressources pour égaliser, d'abord en début de seconde mi-temps puis à sa toute fin, ce qui démontre un caractère certain.

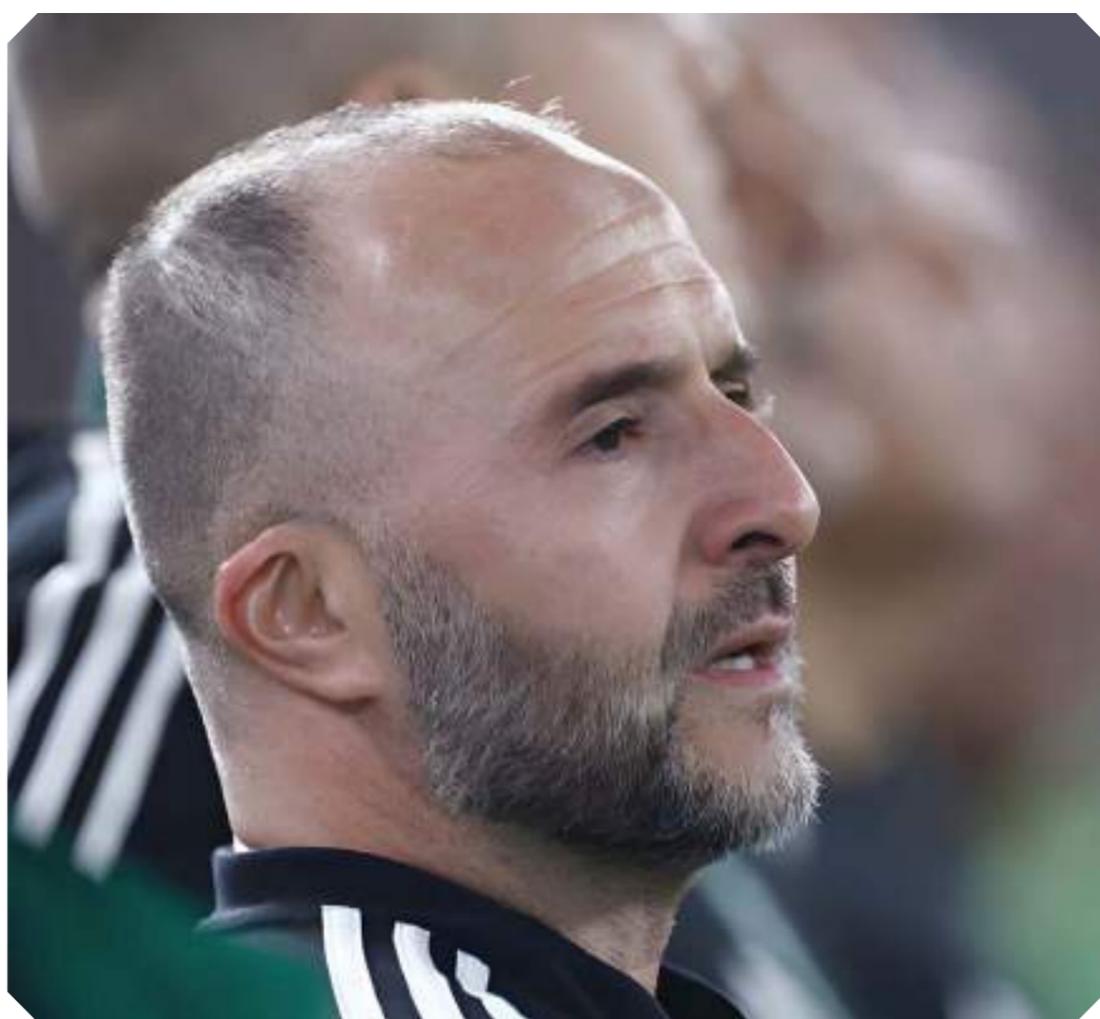
Pour Djamel Belmadi, la première mi-temps, qui voit l'Algérie revenir aux vestiaires en étant menée 0-1, aurait pu connaître un sort différent : «J'ai vu beaucoup de bonnes choses sur notre très bonne première mi-temps, ce malgré ce but sur un fait de jeu. On ne contrôle certes pas le ballon, mais nous avons de loin les meilleures occasions», relevant ainsi que le Burkina se montre clinique sur sa seule véritable opportunité.

Poursuivant sur sa lancée, il assumera avoir procédé à des changements extrêmement offensifs pour permettre aux siens de revenir à la marque : «Sincèrement, tous les joueurs

qui sont rentrés allaient quoi qu'il arrive rentrer, mais les circonstances ont changé les choses et les noms de ceux qu'ils allaient remplacer. Bounedjah aurait par exemple pu sortir, mais il fallait prendre des risques et on l'a fait», rappelant à ses joueurs le caractère guerrier qui a fait leur succès : «C'est dans la souffrance que l'on a remporté nos succès par le passé, envers et contre tous !»

Se voulant globalement rassurant, il rendra hommage à une équipe du Burkina Faso «expérimentée» avant de renouveler publiquement sa confiance à son équipe : «J'ai confiance en mes joueurs, ils sont rentrés avec la même détermination. Ce qui nous manque, c'est d'être plus tueurs», expliquant que désormais «nous savons que nous pouvons revenir dans un match.»

Enfin, et parce qu'il s'agira de la dernière rencontre de cette phase de poules de la Coupe d'Afrique des Nations, Belmadi explique qu'il misera beaucoup sur la «fraîcheur» face à la Mauritanie, match au combien décisif pour l'Algérie.



PsG, rB leipzig : Coup de théâtre pour l'avenir de Xavi Simons

Prêté jusqu'à la fin de la saison par le Paris Saint-Germain au RB Leipzig, Xavi Simons continue de s'épanouir en Bundesliga. À tel point que le milieu offensif batave souhaiterait poursuivre l'aventure outre-Rhin. Un scénario pas forcément envisagé par le club de la capitale...

Son ascension est fulgurante. Formé au FC Barcelone avant de rejoindre le Paris Saint-Germain, Xavi Simons (20 ans) a toujours fait parler de lui sur la planète football. Considéré comme l'un des talents les plus prometteurs de sa génération, le Néerlandais a d'ailleurs passé



un réel cap au cours des derniers mois. Après une aventure plus que convaincante du côté du PSV Eindhoven, l'international batave (11 sélections) revenait finalement dans la capitale française. Transféré - contre le paiement d'une clause de 6 millions d'euros - le natif d'Amsterdam était finalement

prêté dans la foulée par les Rouge et Bleu, déterminés à l'idée de voir leur protégé s'aguerrir un peu plus.

Aujourd'hui, en Allemagne, sous les couleurs du RB Leipzig, Xavi Simons confirme d'ailleurs son énorme potentiel. Auteur de 6 buts et 9 passes décisives en 26 matches toutes compétitions confondues depuis le début de la saison, le numéro 20 du club allemand est un titulaire indiscutable aux yeux de son entraîneur, Marco Rose. Grand artisan de l'actuel 4e place des siens avant la réception du Bayer Leverkusen, ce samedi, Simons devient ainsi progressivement

une référence à son poste. De quoi faire les affaires du PSG...

Xavi Simons veut rester en Allemagne !

Prêté jusqu'à la fin de la saison, le joyau néerlandais devrait en effet faire son retour dans la Ville Lumière, d'autant plus si Kylian Mbappé venait à faire ses bagages. Oui mais voilà, si le PSG a élaboré ce plan lors du prêt contracté l'été dernier, Sky Germany affirme qu'un gros retournement de situation pourrait intervenir dans ce dossier. En effet, le média allemand indique à ce titre que Xavi Simons, qui a son mot à dire concernant son avenir, souhaiterait en réalité

continuer une saison de plus en Allemagne.

De son côté, le RB Leipzig - qui ne dispose pas d'option d'achat - devrait donc tenter de prolonger le prêt de son protégé jusqu'en juin 2025. En position de force dans ce dossier, le PSG serait d'ailleurs prêt à discuter avec la direction du RBL. Reste désormais à trouver un terrain d'entente entre les différentes parties, alors que le Bayern Munich s'est récemment positionné sur l'international orange. Une chose est sûre, Luis Campos et ses équipes vont de voir s'atteler à ce nouveau dossier, qui n'était peut-être pas prévu dans les plans de base...

serie a : Les clubs italiens déclarent la guerre à la fédération et au gouvernement

Alors que le paysage du football européen est en constante mutation ces dernières années, l'Italie pourrait bien connaître plusieurs révolutions dans son quotidien footballistique. Des réformes sont actuellement discutées, mais les clubs italiens doivent faire face à la fédération d'un côté et au gouvernement de l'autre.

Crise économique, stades délabrés, faible utilisation des jeunes joueurs, équipe nationale en reconstruction... L'Italie a bien du mal à faire évoluer son football qui était pourtant, jadis, l'un des plus glorieux d'Europe. Les heures dorées du football italien semblent désormais bien lointaines. L'époque où la Serie A s'érigeait en meilleur championnat du monde avec la Juventus, l'AC Milan, l'Inter Milan, l'AS Rome ou encore le Parma Calcio n'est qu'un agréable souvenir perdu. Le Calcio vit des moments bien sombres depuis plusieurs années et peine à assimiler la modernité du football. Mais le président de la FIGC, Gabriele Gravina, a plusieurs idées pour révolutionner le Calcio mais avant de lancer sa politique de grands travaux, il doit convaincre les acteurs majeurs, à commencer par les clubs : «Ce sera l'année de la réforme, le chemin est tracé. Je ne parle pas de celui des championnats, qui est une conséquence, je fais référence aux nouvelles règles. La durabilité économique, la relation entre les clubs, les footballeurs et les entraîneurs et la valorisation de la chaîne d'approvisionnement des jeunes, tels sont les thèmes centraux sur lesquels se joue l'avenir du football italien. J'ai plusieurs propositions à mettre sur la table, le moment est venu pour chacune Je demande au député de faire un pas en arrière pour faire cinq pas en avant en tout»

Une réunion informelle a eu lieu le 10 janvier entre le président de la FIGC, Gabriele Gravina, et les

représentants des clubs de Serie A pour commencer à discuter de la réforme du football italien que la Fédération envisage de mettre en œuvre. A la fin de la réunion, qui a duré environ trois heures, Giuseppe Marotta, le président de l'Inter Milan, a voulu faire un bref commentaire, affirmant qu'il s'agissait d'une «réunion constructive». «On a parlé de réforme des championnats et pas seulement de cela, mais aussi d'un ensemble de réformes qui concernent le football professionnel en général. C'était une rencontre très utile, qui se poursuivra dans les prochains jours», a ajouté le président de Bologna, Claudio Fenucci. Plusieurs entretiens vont avoir lieu durant l'année 2024 entre les institutions italiennes et les présidents des clubs dans l'espoir de s'accorder sur une feuille de route à respecter pour faire grandir le football italien. La date du 11 mars 2024 est d'ores et déjà clef, ce jour pourrait rentrer dans les mémoires du Calcio pour différentes raisons.

Conflit avec la FIGC et la Lega
La réforme des championnats italiens rencontre encore une forte opposition de la part des clubs de Serie B et Serie C et d'une partie de ceux de Serie A. Pour la rendre plus acceptable, une solution doit être trouvée avec tous les protagonistes du football italien, afin de mieux installer la réduction officielle des équipes pour chaque championnat. Le président de la FIGC, Gabriele Gravina, le président de la Lega, Lorenzo Casini, et les dirigeants des clubs italiens ont notamment discuté de cette réduction drastique du nombre d'équipes professionnelles par championnat, à l'heure où 100 clubs sont actuellement répartis en trois championnats. La réduction s'appliquerait à ces trois échelons professionnels : la Serie A, la Serie B et la Serie C seraient alors allégées à 18 équipes. L'autre idée qui circule actuellement dans les

couloirs de la FIGC est d'intégrer un système de Playoffs, soit des séries éliminatoires entre les trois championnats. Pour assurer sa montée aux échelons supérieurs, le dernier de Serie A rencontrerait le premier de Serie B et le dernier de Serie B avec le premier de Serie C - si l'instauration d'une Lega Pro avec une troisième division unique à 18 équipes est confirmée puisque aujourd'hui, la Serie C est répartie en trois poules régionales pour un total de 60 équipes. L'hypothèse d'un retour de la Serie C2 comme quatrième division semi-professionnelle est envisagée.

Pour l'instant les positions au sein de la Ligue italienne restent encore assez disparates : les grandes écuries du Calcio seraient favorables à une réduction à 18 équipes, ce qui permettrait de faire face aux nombreux engagements des prochaines saisons du football mondial (dont la Ligue des Champions élargie et le Mondial des Clubs à 32 équipes), tandis que les équipes plus petites visent naturellement à maintenir le format actuel de 20 participants dans l'espoir de ne pas risquer de perdre une place à la table des grands, à l'heure où l'Italie est en tête du classement des coefficients des clubs de l'UEFA Association après la phase de groupes des compétitions européennes cette saison. Pour adopter une réforme officielle, la Serie A aura besoin d'une majorité de 14 voix, ce qui semble pour l'instant difficile à obtenir. La prochaine rencontre entre les clubs italiens est prévue le 26 janvier prochain. Pendant ce temps, la Fédération de football continue sur sa lancée : Gravina a manifesté à plusieurs reprises son intention de réformer le système du football et a fixé son objectif au 11 mars, date à laquelle est prévue une réunion extraordinaire du Conseil fédéral. Si un accord n'est pas trouvé, l'obligation qui permet aux différents acteurs de bloquer la réforme pourrait disparaître, mais

évidemment l'objectif de tous est de trouver une solution partagée d'ici les deux prochains mois.

Bras de fer avec Giorgia Meloni
Au-delà des changements purement sportifs décidés par les instances footballistiques, les clubs italiens doivent également encaisser des choix politiques récents votés par le gouvernement de Giorgia Meloni, présidente du Conseil des ministres italien. En effet, dans les dernières semaines de l'année 2023, les clubs italiens ont appris une nouvelle inattendue : la fin officielle du decreto crescita. Introduit en 2019 en Serie A, ce coup de pouce fiscal, introduit en 2019, permettait d'exempter d'impôt 50% du revenu salarié des joueurs étrangers. Si jusqu'alors ces allègements fiscaux permettaient d'attirer des stars étrangères (Ibrahimovic, Lukaku, Pogba, Di Maria, Mourinho...) ou des Italiens ayant résidé à l'étranger pendant au moins 2 ans, cette décision gouvernementale rebat totalement les cartes. A noter la fin du décret est officiellement entrée en vigueur le 1er janvier 2024. Une aberration pour beaucoup de dirigeants italiens, à commencer par Giorgio Furlani, le président de l'AC Milan : «Le Decreto Crescita est la seule loi qui nous a aidé en Italie. S'en débarrasser est une folie. Le football n'est pas un jouet, c'est une industrie qui attire les capitaux étrangers et dont le pays tire un rendement important. Grâce au Decreto Crescita, nous pouvons attirer des talents qui ont connu du succès en Europe. Cela nous a permis de maintenir le même niveau de droits TV et a attiré des investissements dans les infrastructures de capitaux étrangers». Pour rappel, l'Italie s'appête à organiser, conjointement avec la Turquie, l'Euro 2032 et inutile de dire que l'écosystème du football turc semble aujourd'hui bien plus solide et pérenne que celui du Calcio.

«Sur cette question, la FIGC a toujours pensé que le décret

de croissance n'était pas le bon instrument pour garantir des bénéfices économiques aux clubs professionnels, avec le ministre Abodi nous partageons tous les dossiers pour le développement du football italien dans le respect mutuel et une grande collaboration. Cependant, les problèmes les plus délicats touchent l'ensemble du Gouvernement et l'ensemble du Parlement. En 2024, le football et la politique devraient signer un pacte pour permettre à notre secteur d'exprimer au mieux tout son potentiel, dans l'intérêt du pays», a récemment affirmé Gravina qui essaye de maintenir un dialogue avec Giorgia Meloni et son ministre des Sports, Andrea Abodi. Interrogé à ce sujet, le président du Torino, Urbano Cairo, a taclé les politiciens italiens qui délaissent totalement le milieu : «On dirait presque que le gouvernement veut détruire le football, c'est incroyable. L'Etat n'apporte pas la moindre aide, vous avez vu ce qui s'est passé avec le décret croissance qui était aussi un avantage pour le pays. En le supprimant, le football a été pénalisé sans que personne en profite. Ensuite, il y a la question des paris qui valent 16 milliards d'euros et sur lesquels on ne prend pas un centime. Enfin, les stades : il y a des équipes qui veulent les construire mais n'y arrivent pas. L'Etat doit également aider le football, car celui-ci emploie des centaines de milliers de personnes et contribue au trésor public à hauteur de 1,3 milliard par an, sans compter l'ensemble du front des paris. Pourquoi veulent-ils détruire le football, qui est une industrie importante qui fournit du travail à tant de personnes ?». En tout cas, l'Italie a besoin de grandes réformes pour redevenir et retrouver son fauteuil de grande nation du football...



Ce fauteuil roulant génial inspiré du Segway permet de se déplacer debout jusqu'à 20 km/h

Une entreprise lithuanienne a réinventé le fauteuil roulant en s'inspirant du fameux Segway. Motorisé, le Kim-e se commande sans les mains et propose une position assise ou debout, plus ergonomique.

Voici un fauteuil roulant d'un nouveau genre qui permet à ses utilisateurs d'être au même niveau que tout le monde. Conçu par l'entreprise lithuanienne Chronus Robotics, Kim-e est décrit comme un « robot de mobilité personnelle auto-équilibré », et n'est pas sans rappeler les gyropodes de Segway.

Kim-e est un fauteuil roulant motorisé qui tient en équilibre

sur deux roues, et conçu pour être aussi discret que possible. Il tient l'utilisateur en place grâce à des sangles, et lui permet de basculer entre la position assise et la position debout grâce à un système motorisé. Le fauteuil est doté de béquilles pour rester stable à l'arrêt, ce qui permet par exemple de s'asseoir facilement à une table. Tous les systèmes se commandent entièrement par les mouvements du haut du corps, laissant les mains libres.

Une vitesse de 20 km/h et des pneus tout-terrain

Chronus Robotics a annoncé une vitesse maximale de 20 km/h et une autonomie de 30 kilomètres. Kim-e est alimenté par une batterie au lithium qui

nécessite quatre heures pour une recharge complète. Le fauteuil peut être équipé de pneus standards, pouvant passer par-dessus des obstacles de cinq centimètres de hauteur, ou des pneus tout-terrain, capables de dépasser des obstacles de sept centimètres. Il est également équipé d'amortisseurs, et peut monter une pente de 20 degrés. Il se replie pour être facilement transporté en voiture, pèse 38 kilos, et peut transporter des personnes pesant entre 40 et 90 kilos.

La firme indique que la posture ergonomique du Kim-e a des effets bénéfiques au niveau du thorax (pour les systèmes respiratoire et cardiovasculaire)



et du diaphragme (meilleure digestion et selles facilitées).

Sur son site, Chronus Robotics

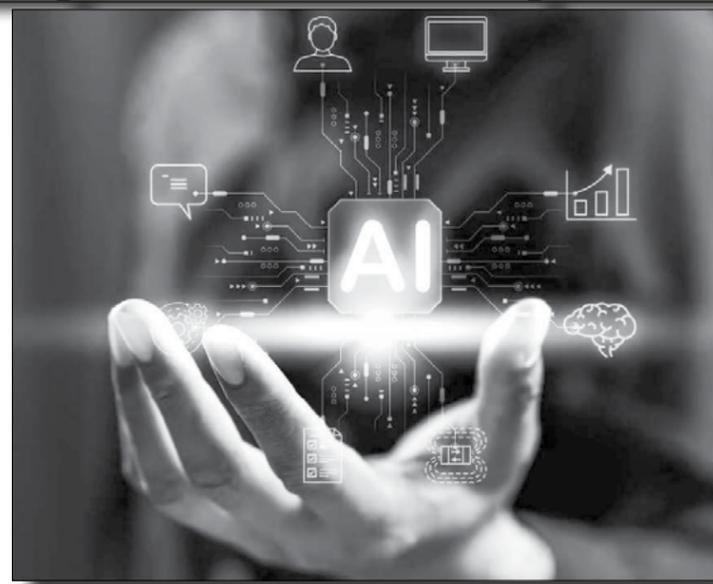
permet de s'inscrire pour tester le Kim-e, mais n'a pas encore annoncé la date de disponibilité ni le prix.

Samsung veut révolutionner l'utilisation du smartphone grâce à l'intelligence artificielle

Pour sa nouvelle gamme Galaxy S24, Samsung a « mis le paquet » sur l'intelligence artificielle embarquée dans le mobile et marque le début d'une nouvelle ère.

Samsung a dévoilé le nouveau millésime de son téléphone vedette avec le Galaxy S24 lors d'un événement qui s'est tenu mercredi dans le nord de la Californie. La marque compte révolutionner l'utilisation du smartphone en mettant en avant l'intégration de l'intelligence artificielle dans cette nouvelle série S24. Et cela s'est senti lors de la présentation, car outre les explications sur l'IA embarquée, Samsung ne s'est pas étendu sur les caractéristiques techniques du téléphone.

Au programme : la traduction



instantanée lors des appels avec 13 langues prises en charge dont le français. L'IA peut aussi permettre de formuler de façon

appropriée un message selon la relation que l'on peut avoir avec son correspondant. Elle sait aussi réaliser des résumés d'articles

en sélectionnant un texte puis en touchant un bouton. Le document est également traduit si nécessaire. L'IA sert aussi à identifier un élément d'une image que l'on a sélectionné.

L'IA au cœur de la gamme Le smartphone améliorerait également la vitesse de téléchargement de clichés sur Instagram et Snapchat. De même, ce sera le premier mobile à pouvoir publier directement des photos HDR sur Instagram. L'IA permet aussi d'améliorer les clichés en seulement quelques manipulations. La gamme comprend trois modèles avec les Galaxy S24, S24+ et S24 Ultra, avec des diagonales d'écran de respectivement 6,2, 6,7 et 6,8 pouces. Un écran plus résistant car doté du tout dernier

Gorilla Armor. Et pour plus de robustesse, le modèle Ultra dispose d'un cadre en titane. Ce même Ultra sera doté d'un objectif avec un zoom optique capable de grossir à 5x pour un capteur de 50 mégapixels. La gamme améliorerait également de 5 % l'efficacité des batteries. Enfin, les smartphones sont faits pour durer, puisqu'ils pourront disposer de sept années de mises à jour de sécurité pour Android. Le Galaxy S24 sera disponible le 31 janvier, mais les précommandes sont déjà ouvertes. Le Galaxy S24 est vendu à partir de 899 euros (128 Go). La version Galaxy S24+ débute à 1 169 euros (256 Go). Enfin, le Galaxy S24 Ultra coûte 1 469 euros (256 Go).

Un drone en forme d'aigle pour observer l'ennemi discrètement

Pour rendre furtif un drone, la société Guard From Above lui a donné l'apparence et les dimensions d'un rapace. Il peut servir aux militaires pour réaliser des missions d'observation avec discrétion. Depuis le début du conflit en Ukraine, les drones sillonnent le ciel des champs de bataille. Ils sont nombreux et les pertes sont énormes, car les vrombissements permanents les rendent identifiables. Pour plus de discrétion, la société néerlandaise Guard From Above a développé une solution



originale en s'inspirant tout simplement de la nature. Son drone Evolution Eagle ressemble à un véritable oiseau de proie.

Il a la même couleur, la même taille et la même forme. Il ne vole pas en battant des ailes et pour le propulser, deux hélices se trouvent à l'avant des ailes. L'aéronef peut faire comme les aigles et glisser sur les ascendances thermiques pour arrêter ses moteurs et évoluer en silence. Cela permet également d'économiser de l'énergie pour augmenter l'autonomie.

Un drone militaire Le drone est piloté à distance avec un masque FPV. L'image est retransmise via la caméra 4K

embarquée. Elle peut être orientée vers la gauche et la droite. Le drone peut également transporter une caméra thermique, un système de brouillage contre les autres drones. L'Evolution Eagle dispose d'une autonomie de plus d'une heure de vol en croisière à 60 km/h. Il peut être assemblé en seulement trois minutes pour être lancé à la main. L'appareil fait son atterrissage sur le ventre. Pour la société qui l'a conçu, ce type d'appareil à vocation militaire doit pouvoir évoluer silencieusement sur une cible.



Quels sont les effets de l'humidité sur le corps humain ?

L'excès et le manque d'humidité peuvent avoir des conséquences pour le moins néfastes sur notre santé ! Sécheresse cutanée, irritations et allergies respiratoires, douleurs articulaires, inconfort nocturne... On fait le point. Vous le savez sans doute déjà, l'humidité désigne à la quantité d'eau présente dans l'air environnant. Son influence sur notre santé est souvent reléguée au second plan... Pourtant elle est loin d'être négligeable : un manque ou un excès d'humidité peuvent entraîner un inconfort, mais aussi des problèmes de santé tels que des irritations des voies respiratoires ou des problèmes de peau.

Quel impact sur notre peau ?

L'équilibre hydrique de notre peau est indispensable pour garantir sa santé et son élasticité. Un excès d'humidité peut entraîner une prolifération de bactéries et de champignons, favorisant l'apparition de problèmes cutanés tels que l'eczéma. Par ailleurs, lorsque l'air est humide, la transpiration peut être moins efficace car l'air est déjà saturé en humidité, ce qui peut entraîner une sensation d'inconfort et de moiteur. À l'inverse, un faible taux d'humidité peut être à l'origine d'une sécheresse cutanée : la peau devient sèche et plus tendue. L'air sec peut également provoquer des irritations cutanées, en particulier chez les personnes à la peau sensible. Il aggrave par ailleurs les problèmes de peau tels que l'eczéma ou le psoriasis. Enfin, l'exposition prolongée à un air sec favorise les démangeaisons, les rougeurs, les desquamations, mais aussi les fissures et les gerçures. Sans oublier qu'il peut contribuer au vieillissement prématuré de la peau. Vous l'aurez compris, maintenir un niveau



d'humidité optimal est indispensable pour préserver la barrière cutanée naturelle !

Allergie, toux... Quel impact sur nos voies respiratoires ?

L'humidité ambiante peut avoir des effets significatifs sur nos voies respiratoires... Un air trop humide peut favoriser le développement de moisissures et d'acariens, qui sont des déclencheurs courants d'allergies respiratoires. De fait, les personnes dont les voies respiratoires sont sensibles, notamment celles atteintes d'asthme, peuvent ressentir une aggravation de leurs symptômes. Sans oublier que l'air humide est un environnement propice à la prolifération de bactéries et de virus, augmentant le risque d'infections respiratoires. A contrario, l'air sec peut assécher et fragiliser les muqueuses du nez et de la gorge, provoquant des irritations et des démangeaisons. De fait, les muqueuses sont moins efficaces pour piéger et éliminer les particules virales. Résultat ? Les voies respiratoires sont plus exposées aux infections virales et les personnes sujettes aux problèmes respiratoires sont plus susceptibles de déclencher une toux chronique. En somme, nous pouvons tous réagir différemment face à l'humidité : certaines personnes peuvent ressentir un soulagement

dans un environnement plus humide, tandis que d'autres peuvent préférer des conditions plus sèches ! Avisez selon vos besoins.

Dormir dans une chambre humide : quels sont les risques ?

L'humidité ambiante peut bel et bien influencer la qualité de notre sommeil. Comme indiqué ci-dessus, un air trop sec peut entraîner une gêne au niveau de la gorge et des voies nasales, perturbant la respiration pendant le sommeil. D'un autre côté, un air légèrement humide peut faciliter la respiration, en particulier pour ceux qui ont des voies respiratoires sensibles ou souffrent de congestion nasale. Mais une humidité excessive peut favoriser la présence d'acariens et de moisissures dans la literie, aggravant les problèmes respiratoires nocturnes. Un équilibre subtil doit donc être maintenu pour favoriser des nuits de sommeil réparatrices.

Quelles sont les conséquences d'un air trop humide sur nos articulations ?

Comme vous l'avez certainement déjà entendu, l'humidité peut avoir un impact sur nos articulations. Certaines personnes en proie à l'arthrite, à l'arthrose ou encore à un rhumatisme signalent en effet une aggravation des douleurs et raideurs articulaires par temps humide, en

particulier dans des conditions de changements de pression atmosphérique. Toutes les articulations peuvent être concernées : les genoux, les hanches ou les mains. Cependant, la corrélation entre l'humidité et les douleurs articulaires n'est pas systématique : certaines personnes ne ressentent aucune aggravation de leurs symptômes face à l'humidité et les mécanismes de cette relation ne sont pas encore totalement compris.

Est-ce que l'humidité fatigue et fragilise vraiment le système immunitaire ?

L'impact de l'humidité sur notre système immunitaire varie d'une personne à l'autre, et la relation exacte entre l'humidité et le système immunitaire n'est pas tout à fait claire. Les environnements très humides favorisent la croissance de moisissures et d'acariens. Ces allergènes peuvent déclencher des réponses immunitaires chez les personnes sensibles aux allergies, mais cela n'est pas forcément associé à une défaillance du système immunitaire. Comme expliqué en début d'article, un air trop sec peut assécher les muqueuses des voies respiratoires, ce qui pourrait augmenter la sensibilité aux infections virales et bactériennes. Cependant, d'autres facteurs tels que l'hygiène

personnelle et la ventilation jouent également un rôle important dans la survenue d'infections. En réalité, la façon dont une personne réagit à l'humidité dépend de divers facteurs, notamment de sa génétique, de son état de santé général, de ses habitudes de vie et de ses sensibilités spécifiques. Il n'existe pas de consensus clair sur le fait que l'humidité fatigue ou fragilise significativement le système immunitaire.

Comment reconnaître un habitat humide et éliminer l'excès d'humidité pour protéger sa santé ?

Le taux idéal d'humidité se situe généralement entre 45 % et 65 %. En dehors de cet intervalle, votre santé (et celle de votre logement) pourrait être impactée. Il est donc indispensable de maintenir un bon équilibre hygrométrique. N'hésitez pas à utiliser des humidificateurs ou des déshumidificateurs d'air en fonction de vos besoins. Veillez à maintenir une bonne ventilation et à prendre des mesures adaptées pour réduire la prolifération d'allergènes. En cas de problèmes respiratoires persistants, consultez un professionnel de la santé. Humidité : quels signes doivent alerter à la maison ? À défaut de ressentir des symptômes physiques, certains signes d'humidité ne trompent pas à la maison :

- des odeurs suspectes de moisi ;
- un décollement du papier peint ;
- des boiseries bombées et des tâches ;
- de la moisissure ou des champignons ;
- des effritements au niveau des peintures ;
- de la condensation sur la face interne des vitres ;
- la présence de la rouille au niveau de différents objets ;
- etc.

Si vous observez un ou plusieurs de ces



Coca Ce qu'il se passe dans le corps 1 heure après en avoir bu

Les effets du Coca-Cola sur le cerveau seraient comparables à ceux de l'héroïne, prévient un pharmacien.

Le Coca-Cola® est sans conteste le soda le plus populaire au monde.

Si la recette exacte reste un secret bien gardé, plusieurs études ont montré qu'une consommation régulière et accrue de Coca était néfaste pour la santé, majorant les risques d'obésité, de maladies cardiaques, d'hypertension artérielle et de diabète. Pour aller plus loin, Niraj Naik, un pharmacien britannique, a analysé ces études et mis en évidence ce qu'il se passait dans le corps après avoir bu une canette de 33 cl de Coca au bout de 10, 20, 40, 45 et 60 minutes. Les résultats de ce travail de recherche ont été rapportés dans le Medical News Today.

Déjà 6 morceaux de sucre en plus dans le corps en seulement 10 minutes

► Au bout de 10 minutes : l'équivalent de 6 morceaux de sucre pénètrent dans l'organisme, soit plus de la moitié des apports

journaliers recommandés. Vous avez un «mini coup de fouet». Et malgré cet important shoot de sucre, «vous n'avez pas envie de vomir car l'acide phosphorique et d'autres arômes adoucissent la saveur et le côté sucré», explique-t-il.

Le Coca-Cola stimule les centres nerveux du plaisir et de la récompense

► Au bout de 20 minutes : la glycémie augmente, provoquant une poussée d'insuline, l'hormone sécrétée par le pancréas. «Votre foie réagit à cela en transformant une grande partie du sucre en graisse. Cela induit à terme à une résistance à l'insuline, désormais considérée comme le problème fondamental de l'obésité et un facteur de risque des maladies cardiaques, du diabète, de type 2, et de nombreux cancers».

► Au bout de 40 minutes : toute la caféine est absorbée par le corps : «les pupilles se dilatent, la tension artérielle augmente et en réponse, le foie déverse le sucre dans le sang. A ce stade, les récepteurs de l'adénosine (hormone produite

pendant l'éveil) dans le cerveau sont bloqués, empêchant ainsi la somnolence».

► Au bout de 45 minutes : le corps augmente sa production de dopamine, un neurotransmetteur qui aide à contrôler les centres de plaisir et de récompense du cerveau. «Soit dit en passant, la façon dont le Coca-Cola stimule les centres nerveux du plaisir et de la récompense, grâce à la dopamine, est comparable aux effets de l'héroïne et déclenche l'envie de boire une autre canette», précise le pharmacien.

► Au bout d'une heure : les propriétés diurétiques de la caféine entrent en jeu et cela vous donne envie de faire pipi. «Il est désormais sûr que vous évacuerez dans les urines le calcium, le magnésium, le zinc, le sodium, l'électrolyte et beau contenu dans le soda. Vous commencerez à avoir une «crise de sucre» pendant laquelle vous pourrez devenir irritable et somnolent»; conclut-il. Pas plus d'un verre par jour de soda !

Sans nécessairement bannir



les sodas, il est conseillé de limiter leur consommation. L'Organisation mondiale de la Santé recommande de maintenir l'apport éventuel en sucres libres (les sucres ajoutés ou naturellement présents dans le miel, les sirops, les jus de fruits et les jus de fruits à base de concentré) à moins de 10% des besoins énergétiques totaux et de le ramener à moins de 5% si l'on veut obtenir des bienfaits supplémentaires sur la santé. «C'est l'équivalent d'un seul

verre de 250 ml de boisson sucrée par jour», déclare le Dr Francesco Branca, Directeur du Département Nutrition pour la santé et le développement de l'OMS. En France, Santé Publique France recommande, dans le cadre du programme national nutrition santé, de ne pas dépasser un verre (20-25 cl environ) par jour de boissons sucrées (dont les sodas) et pour les enfants, pas plus d'1/2 verre avant 11 ans.

Ces nuisibles restent actifs l'hiver et vont grignoter votre jardin si vous ne faites rien

En hiver, on se dit que tout le monde animal hiberne, on lève la garde et voilà que finalement, on découvre que quelques insectes ou rongeurs ont tout de même fait des dégâts au jardin. Car oui, la vie continue, et même pendant la saison froide il faut rester vigilant.

Petite précision sémantique utile, avant de se lancer dans le sujet des ravageurs d'hiver au jardin : le terme «nuisible» est de plus en plus controversé. Il fait référence au vocabulaire de la peur alors que finalement, chaque animal et insecte ont leur part dans l'écosystème. Pendant longtemps, l'approche du jardinage était centrée sur l'humain, mais les choses changent et nous considérons de plus en plus la nature dans son ensemble. Ici, plutôt que de «nuisibles» nous parlons d'animaux et insectes qui peuvent occasionner des dégâts au jardin.

En hiver, de nombreux animaux hibernent (pour les insectes, on parle de diapause) et certains oiseaux migrent au sud. Chaque espèce a sa propre stratégie de

survie face au froid. Certains cherchent un abri au jardin ou proche des habitations pour avoir un peu de chaleur. Et ceux qu'on pensait endormis réapparaissent parfois en cas de redoux. Cela peut paraître contre-intuitif, mais si vous voulez faire du bien à l'écosystème, n'hésitez pas à offrir un abri aux petits animaux en plaçant quelques fagots, des tas de bûches ou de feuilles ou encore un hôtel à insectes. Voici la liste non exhaustive de ceux qui peuvent causer des ravages sur vos plantations :

Attention aux arbres et aux bulbes

Les petits animaux, comme les rongeurs, vont chercher à passer l'hiver au chaud. S'ils logent dans vos abris de jardin ou abris à bois, ils peuvent parfois grignoter leur structure. Quand le sol est gelé et que peu de nourriture est accessible, il arrive qu'ils grignotent l'écorce des arbres, les bulbes de fleurs ou encore les racines des plantes. Si vous voulez éviter d'attirer trop de rongeurs, ne laissez pas dehors de source de nourriture, par exemple une poubelle entrouverte. Protégez



les plantations les plus fragiles par un filet, un voile d'hivernage ou un grillage.

Limiter les infestations

La plupart des insectes sont en diapause ou comatent à l'état de larve pendant l'hiver. Mais d'autres continuent leur vie ou peuvent apparaître pendant le redoux. On pense par exemple aux collemboles, aussi surnommés puces des neiges (bien que ce ne soient pas des puces). Ces insectes peuvent résister à l'hiver, d'où leur surnom (ils sont très visibles sur la neige). Ils ne provoquent pas de dégâts

sur les plantes, mais peuvent vite être envahissants. Il existe des solutions naturelles pour limiter leur présence. L'hiver peut également être la période pour repérer les nids et limiter la propagation de certains insectes comme les processionnaires du pin. Le nombre de nids présents donnera une indication des risques d'infestation au printemps.

Les baies d'hiver comme repas Les oiseaux de passage sur le chemin de la migration vers le Sud ou ceux qui sont présents en hiver comme le pinson du Nord,

la mésange bleue ou encore le rouge-gorge peuvent venir boulotter quelques baies l'hiver mais ils ne causent généralement pas de graves dommages. En revanche, ils peuvent parfois être porteurs de maladies, notamment à travers leurs déjections.

Il faut aussi se méfier des maladies

Ce ne sont pas à proprement parler des animaux ou insectes ravageurs mais il faut aussi s'en méfier l'hiver. Froid et humidité ne font pas bon ménage et vos végétaux peuvent être affectés par des maladies comme le mildiou ou l'oïdium. Limitez les risques en évitant de sur arroser et en protégeant les racines les plus fragiles par un voile d'hivernage. En amont, ramassez les fruits qui pourraient pourrir ou les déchets végétaux au sol. Vérifiez régulièrement les branches de vos plantes l'hiver pour vous assurer qu'elles ne sont pas malades ou dévorées. Par ailleurs, l'hiver peut être le moment idéal pour un traitement préventif avant que la vie ne se réveille au jardin.



Ministère du Tourisme et de l'Artisanat

Bientôt 5 produits artisanaux protégés

Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat envisage la protection de cinq produits artisanaux contre l'imitation et le vol, durant l'année en cours, dans le cadre du programme national de protection des produits de l'artisanat, a annoncé jeudi à Oran, le Directeur général de l'Artisanat et des Métiers au ministère de tutelle, Kameleddine Bouam.

Il s'agit du «couteau Boussâadi» de M'sila, «le burnous en laine» de Messâad, les bijoux traditionnels de Beni Yenni de Tizi Ouzou, le costume traditionnel «Karakou d'Alger» et la «Selle de Tiaret», a indiqué à l'APS M. Bouam, en marge d'un point de presse consacré au Centre d'Appui à la Technologie et à l'Innovation, organisé à la Maison de l'Artisanat Traditionnel, dans le quartier Haï Sabah.

Au cours de l'année écoulée, quatre produits de l'artisanat traditionnel ont été protégés, à savoir le cuivre (dinanderie) de Constantine, la poterie de Bider (Tlemcen), les tapis

Babbar (Khenchela) et les tapis de Ghardaïa, a ajouté la même source, qui a noté que «ce procédé s'inscrit dans le cadre du programme national de protection des produits traditionnels et en application des orientations de la politique de l'Etat pour la protection de ces produits».

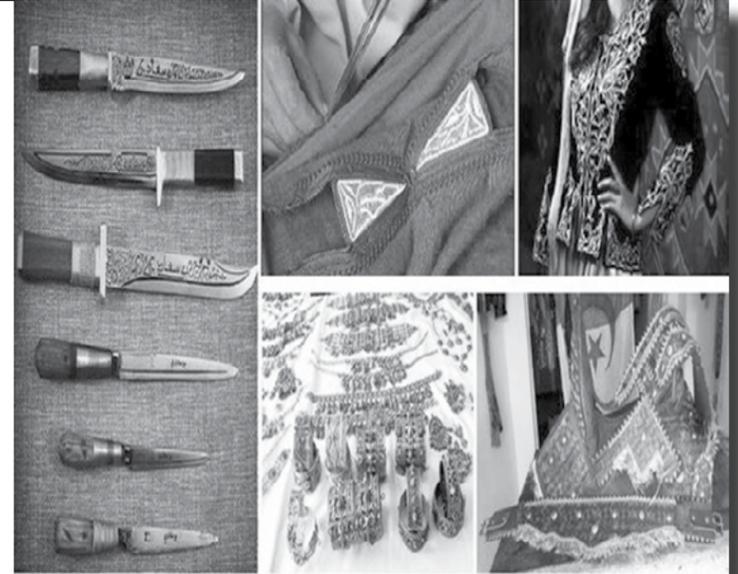
Dans ce cadre, le ministère du Tourisme et l'Artisanat œuvre à la programmation, chaque année, la protection de produits de l'artisanat pour atteindre, en 2027, la protection de 28 à 30 produits artisanaux au niveau national, avec la marque «qualité et originalité», permettant à l'avenir d'assurer leur protection internationale, a-t-on ajouté.

Cette rencontre d'information sur le Centre d'appui aux technologies et l'innovation, relevant de l'Institut national de la propriété industrielle des artisans, a permis de s'enquérir des nouveautés liées à la protection des produits de l'artisanat et les faire connaître, à travers une application virtuelle, a souligné M. Bouam.

Il a indiqué qu'au cours de cette rencontre, la signature d'une convention entre la Chambre de l'Artisanat et des Métiers d'Oran (CAM) et l'Institut National de la Propriété Industrielle «permet aux artisans de s'inscrire au niveau du centre de manière automatique et permanente afin de protéger leurs produits du vol et de la contrefaçon».

L'objectif de cette rencontre est d'installer un centre d'appui à la technologie et à l'innovation au niveau de la Chambre de wilaya de l'Artisanat et des Métiers, d'accompagner les artisans à protéger leurs produits, dans le cadre des droits de propriété industrielle, de donner une impulsion à l'activité artisanale, de s'élever à un niveau qui contribue au développement social et économique au niveau de chaque wilaya, a souligné le Directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle, Belmehdi Abdelhafid.

Les artisans de ce centre bénéficieront de sessions de formation, conformément à



leurs besoins et demandes pour la protection de leurs produits, les sensibiliser sur l'importance de la propriété industrielle, ainsi que son rôle dans la promotion de l'entreprise et le succès des projets innovants, a ajouté M. Belmehdi, qui a signalé, par ailleurs, «la présence au niveau du pays de 125 centres d'appui aux technologies et d'innovation à travers les universités et

entreprises économiques».

Cette rencontre de sensibilisation à laquelle ont assisté des directeurs des chambres de l'artisanat et des métiers de certaines wilayas de l'Ouest du pays et des artisans, a été supervisée par la Chambre de l'Artisanat et des Métiers d'Oran, en collaboration avec la direction du Tourisme et de l'Artisanat et sous l'égide de l'Institut national de la propriété industrielle.

Médéa

Entrée en exploitation de la bibliothèque principale de lecture publique

La bibliothèque principale de lecture publique de Médéa a été mise en exploitation, jeudi, étoffant, ainsi, l'infrastructure dédiée à la lecture et offrant un nouvel espace permettant d'abriter de multiples activités et manifestations culturelles.

Décliné dans un style architectural moderne, cet établissement culturel de quatre étages renferme plusieurs espaces pour la lecture (enfants, adultes et chercheurs), une médiathèque, une salle d'internet, des aires d'exposition, ainsi qu'une salle de conférence de 250 places, selon les explications fournies sur place par la directrice locale de la culture et des arts, Salima Gaoua. L'entrée en exploitation de cette bibliothèque contribuera à



«optimiser le fonctionnement et la gestion» des bibliothèques et salles de lectures communales, au nombre de 74, dont 24

bibliothèques rattachées au secteur de la culture, les autres étant sous tutelle des collectivités locales, a-t-elle fait savoir.

Outre sa vocation initiale, la nouvelle bibliothèque servira à l'accueil des grandes manifestations culturelles, telles que le festival international de calligraphie arabe, mais aussi des événements littéraires nationaux et locaux, a ajouté Mme Gaoua.

La bibliothèque principale de lecture publique de Médéa dispose actuellement d'un fonds documentaire composé de trois mille (3.000) titres couvrant différentes disciplines et qui devrait être renforcé «graduellement» par d'autres acquisitions afin d'enrichir davantage ce fonds documentaire mis à la disposition des lecteurs, a indiqué, pour sa part, la directrice de cet établissement, Amina Bouchouiha.

L'établissement dispose d'une banque de données appelée à «mieux organiser le travail des gestionnaires affectés au niveau des bibliothèques et salles de lecture ventilés à travers la wilaya et permettre de traiter, à distance et en temps réel, les activités et les opérations qui se déroulent au sein de ces structures de lecture», a-t-elle expliqué.

D'autres activités et prestations seront assurées par cet établissement, telles que le traitement de textes et des travaux d'impression pour les adhérents (étudiants et élèves) de sorte à les aider à mieux exploiter l'ouvrage ou le document consulté sur place, a-t-elle conclu.

Le Festival de la chanson tunisienne rendra hommage à la résistance palestinienne

La 22e édition du Festival de la chanson tunisienne se tiendra du 20 au 23 mars 2024, a annoncé l'Etablissement national pour la promotion des festivals et des manifestations culturelles (ENPFMCA).

Organisé en partenariat avec

le théâtre de l'Opéra, le Centre des musiques arabes et méditerranéennes (CMAM-Ennejma Ezzahra) et la Direction de la musique et de la danse, sous la supervision du ministère des Affaires culturelles, le festival se tiendra dans une

édition exceptionnelle qui rendra hommage à la résistance palestinienne.

L'appel à candidatures est ouvert jusqu'au 23 février 2024, informe un communiqué de l'ENPFMCA.



المؤسسة الوطنية
للترويجية
المهرجانات
والثقافية والفنية
الاتجاهات
الثقافية والفنية
ETABLISSEMENT NATIONAL
POUR LA PROMOTION DES FESTIVALS
ET DES MANIFESTATIONS
CULTURELLES ET ARTISTIQUES
THE NATIONAL FOUNDATION
FOR THE DEVELOPMENT OF
FESTIVALS AND CULTURAL
AND ARTISTIC EVENTS



Retour sur la vie du «Picasso libanais» Hussein Madi

L'artiste libanais, Hussein Madi, réputé pour ses peintures vibrantes, s'est éteint à Beyrouth. Souvent surnommé le «Picasso libanais», M. Madi a créé son propre langage visuel, parsemé de motifs d'oiseaux, de femmes rondes et de symétrie géométrique, qui ont rendu son œuvre audacieuse immédiatement reconnaissable auprès des amateurs d'art arabe.

Des artistes et galeristes lui ont rendu hommage sur les réseaux sociaux. Sur sa page Instagram, l'artiste libanais Abed al-Kadiri a publié d'anciennes photos de Hussein Madi dans son atelier. Il écrit: «Aujourd'hui, lors de sa cérémonie funéraire, Madi a rejoint sa volée d'oiseaux, volant seul, uni à lui-même, comme il a toujours vécu.»

Maliha Tabari, fondatrice du Tabari Artspace de Dubaï, indique que M. Madi est le premier artiste avec qui elle a travaillé, en 2003. Cette expérience demeure des plus précieuses. «Je n'oublierai jamais les après-midi qui se transformaient en soirées passées sur son balcon à Beyrouth, animées par d'intenses discussions sur la forme expliquée par lui à travers la courbe d'une grenade ou l'aile d'un oiseau», écrit-elle. «Nous avons perdu non seulement une figure majeure de l'art dans notre région, mais aussi une figure paternelle.»

Hussein Madi, qui était également sculpteur, graveur, éducateur et illustrateur de presse, est né dans la ville de Chebaa, au sud



du Liban, en 1938. Même si ses parents n'approuvaient pas ses activités artistiques, son grand-père, lui, les soutenait, voyant en lui un potentiel considérable. M. Madi a quitté le domicile familial à l'âge de 19 ans. Il aurait gagné sa vie en soumettant des caricatures à des journaux libanais et irakiens. Au début des années 1960, Hussein Madi était étudiant à l'Académie libanaise des beaux-arts (Alba). Il poursuit ses études à Rome, capitale de l'art, en 1963, en s'inscrivant à l'Accademia di Belle Arti.

Il passera près de vingt ans à Rome, avant de retourner définitivement au Liban en 1986, alors que la guerre civile faisait toujours rage. «Je regrette amèrement de ne pas être resté à Rome à cause de toutes les frustrations que j'ai endurées depuis mon retour à Beyrouth. La guerre civile a radicalement changé le cours de ma vie», avait déclaré l'artiste un jour.

Au Liban, M. Madi se consacre à ses peintures, exposant son travail dans plusieurs galeries d'art à Beyrouth. Pendant dix ans, à partir de 1982, M. Madi a également été président de l'Association des artistes libanais.

Les peintures de Hussein Madi proposent un mélange visuellement attrayant de lignes épaisses, de motifs répétitifs, de formes angulaires, de scènes naturelles et de couleurs vives. Il y a de la spontanéité, mais présentée de manière ordonnée. Ses œuvres sont également peuplées de personnages tenant un livre, un instrument de musique – ou simplement allongés. «Malgré toutes les épreuves, j'étais profondément heureux. Mon travail célèbre la vie», avait-il déclaré.

Au fil des ans, les œuvres de M. Madi ont été présentées dans le cadre de ventes aux enchères chez Christie's et Sotheby's. Ses œuvres



ont également été acquises par des institutions artistiques régionales et internationales, notamment la fondation d'art Barjeel (Charjah); la fondation d'art Dalloul (Beyrouth); le musée arabe d'art

moderne (Mathaf, à Doha); la Galerie nationale des beaux-arts de Jordanie (Amman); le British Museum (Londres) et l'Institut du monde arabe (Paris).

Mélissa Da Costa numéro un des écrivains en France en 2023

Mélissa Da Costa, romancière la plus vendue en France en 2023, a mis fin à une série de 12 années consécutives pendant lesquelles Guillaume Musso occupait cette place, selon des données publiées par Le Figaro mercredi.

Le classement annuel des 10 écrivains les plus vendus en France est établi par l'institut GfK, référence pour les ventes de livres.

C'est en 2021 que Mélissa Da Costa, 33 ans aujourd'hui, est entrée dans ce «top 10». Deux ans plus tard, elle en est la reine, avec 1,275 million d'exemplaires vendus sur l'année.

Toujours selon GfK, «Les Douleurs fantômes» (sorti en poche en février) a été le 9e livre le plus vendu en France l'an dernier et «Tout le bleu du ciel» le 11e.

Autre autrice à dépasser le million d'exemplaires (1,063 million),

Virginie Grimaldi, dont le plus grand succès en 2023 a été «Il nous restera ça», est deuxième. Suivent Pierre Lemaitre (853.000 exemplaires), Maud Ankaoua (801.000) et Franck Thilliez (681.000).

Guillaume Musso, qui n'a publié aucune nouveauté en 2023, mis à part une adaptation en bande dessinée, est tombé à la sixième place, avec 626.000 exemplaires. Il devance deux écrivaines qui s'exposent très peu dans les médias, Marie-Bernadette Dupuy (610.000), autrice de sagas familiales, et l'Algérienne Sarah Rivens (539.000), qui donne dans la «dark romance».

Marc Levy (534.000), qui figure pour la 20e année consécutive dans ce classement, et Morgane Moncomble (521.000), qui y entre pour la première fois, complètent ce «top 10».

Pour vendre beaucoup, souligne

Archana Varatharajah, consultante de GfK citée par Le Figaro, deux genres marchent mieux que les autres: «la romance et les romans feel good».

Mélissa Da Costa revendique toutefois de n'être dans aucune de ces deux catégories, trop réductrices à son goût. «Je trouve que, dans la littérature, les femmes sont toujours très lisses, très consensuelles (...) J'aime avoir des héroïnes, au contraire, qui piquent un peu», disait-elle à l'AFP à l'occasion de la sortie de son dernier roman en février 2023.

En 2024, cette ancienne chargée de communication prévoit d'avoir un deuxième enfant, puis de publier son prochain roman à l'automne, chez Albin Michel.

Guillaume Musso, qui sort «Quelqu'un d'autre» le 5 mars chez Calmann-Lévy, espère reprendre sa place de numéro un.



L'actrice et réalisatrice Agnès Jaoui va recevoir un César d'honneur

L'actrice et réalisatrice Agnès Jaoui va recevoir à 59 ans un César d'honneur pour sa carrière, lors de la 49e cérémonie des César le 23 février, ont annoncé vendredi les organisateurs.

Ce prix récompensera une « artiste complète » aux quarante ans de carrière, avec cinq longs-métrages à la réalisation, dont « Le Goût des Autres » (2000), qui a remporté le César du meilleur film et celui du meilleur scénario.

Elle compte aussi une cinquantaine de rôles à l'écran (« Smoking/No Smoking » et « On connaît la chanson » chez Alain Resnais, « Un Air de Famille » chez Cédric Klapisch...). Sans compter la scène.

« C'est au théâtre, en 1987,

que sa carrière démarre véritablement et se voit à jamais marquée: elle y rencontre un certain Jean-Pierre Bacri. Une véritable fusion créative s'opère entre eux, donnant naissance à de nombreuses pièces et films à succès », souligne l'Académie des César dans un communiqué. Ils furent l'un des couples les plus célèbres du cinéma, et resteront proches après leur séparation, jusqu'au décès de Bacri en 2021.

Engagée, elle avait pris la parole en 2020 contre le sexisme et la misogynie, racontant avoir été « abusée vers 5 ans par un inconnu dans la cage d'escalier de (son) immeuble », puis à 11 ans par son oncle, pour faire reculer le silence sur les violences sexuelles.

Agnès Jaoui est « l'artiste féminine la plus récompensée aux César, avec six statuettes », souligne le communiqué. Elle n'a jamais cessé de tourner et sera encore à l'affiche mercredi d'une comédie, « Le dernier des Juifs ».

Les nominations aux César doivent être dévoilées mercredi prochain. Le film « Anatomie d'une chute », qui a décroché la Palme d'or en mai, part favori. Les membres de l'Académie auront un mois pour voter, avant la tenue de la cérémonie le 23 février à l'Olympia, présidée par Valérie Lemercier.

La soirée, souvent l'occasion de revendications politiques ou sociales, sera aussi un baptême du feu pour la nouvelle ministre de la Culture Rachida Dati.



Neve Campbell n'a plus peur de revenir dans « Scream »

L'actrice pourrait accepter de renouer avec son rôle de Sidney Prescott, mais à la condition qu'elle soit traitée comme ses partenaires masculins.

Et si Neve Campbell revenait finalement dans Scream ? Une possibilité à laquelle est ouverte l'actrice qui, après avoir campé le rôle de Sidney Prescott dans pas moins de cinq films, avait claqué la porte de la franchise après le reboot de 2022 pour une question de salaire.

« Je sais que le vent est en train de tourner actuellement, et j'imagine que la production est en train de se demander comment faire pour sortir de la tempête. Je ne serais pas étonnée

de recevoir un appel », a confié Neve Campbell au Hollywood Reporter, quelques semaines après le scandale qui a mis un coup d'arrêt à la production de Scream VII.

Un salaire à la hauteur

En effet, il y a encore quelques mois, tout semblait sourire au septième opus de la saga horrifique créée par Wes Craven. Mais c'était avant que la production décide de remercier Melissa Barrera, tête d'affiche du précédent film choisie pour remplacer Neve Campbell, en raison de déclarations pro-palestiniennes après le déclenchement du conflit entre Israël et le Hamas. Un scandale qui a en-



suite entraîné le départ de Jenna Ortega, également à l'affiche, puis du réalisateur Christopher Landon. Un contexte qui ouvre donc la porte au retour de Neve Campbell en haut de l'affiche, à condition que la production accepte de la traiter comme il se doit sur le plan financier.

« J'ai pris position avec force il y a quelques années, et je ne crois toujours pas qu'ils m'auraient traitée de la façon dont ils l'ont fait si j'avais été un homme », a souligné Neve Campbell. « Je mérite une certaine considération pour avoir porté cette franchise pendant aussi longtemps. »

Tir mortel sur le film « Rust »

Alec Baldwin de nouveau inculpé pour homicide involontaire

Les charges avaient été abandonnées en avril dernier, mais les procureurs ont engagé de nouvelles poursuites après avoir fait retester le pistolet.

Alec Baldwin devra finalement bien faire face à la justice. L'acteur américain a de nouveau été inculpé d'homicide involontaire, après un tir mortel sur le tournage du film Rust en 2021, a annoncé vendredi la procureure en charge de l'enquête. En cas de verdict coupable, Baldwin risque une peine de 18 mois de prison.

Les poursuites à son encontre avaient été formellement abandonnées en avril, dans cette affaire aux multiples rebondissements, mais l'accusation avait à l'époque prévenu que le comédien n'était pas pour autant exonéré et restait susceptible d'être à nouveau mis en cause.

Le 21 octobre 2021, le tournage du western Rust au Nouveau-Mexique avait viré au drame

quand Alec Baldwin avait pointé une arme censée ne contenir que des balles à blanc, mais dont un projectile bien réel avait tué la directrice de la photographie Halyna Hutchins et blessé le réalisateur Joel Souza.

Nouvelle expertise

A l'époque, les avocats de l'acteur avaient semé le doute sur l'expertise du Colt.45 d'où était parti le tir mortel. L'acteur a toujours maintenu qu'on lui avait assuré que son arme était inoffensive et nie aussi avoir appuyé sur la détente.

Mais deux experts ont depuis reconstruit l'arme, qui avait été endommagée lors des tests du FBI. Et selon Variety, ils ont conclu qu'il était impossible qu'une balle ait été tirée sans qu'Alec Baldwin ait appuyé sur la gâchette.

Procès de l'armurerie le 21 février

L'armurerie du film, Hannah

Gutierrez-Reed, est également accusée d'homicide involontaire dans cette affaire et son procès doit débiter le 21 février. Lors de l'enquête initiale, les policiers ont conclu que c'est elle qui avait mis la munition dans l'arme utilisée par Alec Baldwin, au lieu d'une balle factice.

L'enquête n'a jamais déterminé comment des munitions réelles avaient pu se retrouver sur le tournage, où seules des balles à blanc sont autorisées.

Le tournage de Rust a officiellement repris en mars dans le Montana, avec le veuf de Halyna Hutchins, Matthew, en tant que producteur exécutif. Fin 2022, il avait abandonné les poursuites qu'il avait engagées au civil contre Alec Baldwin au terme d'un accord dont le montant n'a pas été divulgué. A l'époque, il avait estimé que la mort de sa femme était « un terrible accident ».



Les autorités saisissent 1 million de comprimés hallucinogènes à El Oued

Les forces de la Gendarmerie nationale de la wilaya d'El Oued ont réussi à saisir un million de comprimés hallucinogènes et à arrêter quatre barons de la drogue.

Selon la télévision algérienne, la brigade régionale de la Gendarmerie nationale d'El Oued a saisi 1 million de comprimés hallucinogènes, ainsi que 14 véhicules, dont la plupart étaient des 4x4 de luxe, en plus de plus de 450 millions de centimes. La même source a indiqué que « 4 barons, dont l'identité de trois personnes reste inconnue car elles sont



toujours en fuite, ont été arrêtés ».

Cette opération intervient directement après le démantèlement d'un réseau international spécialisé dans le trafic de cocaïne. La brigade

régionale de la Gendarmerie nationale d'El Oued a poursuivi ses efforts pour frapper les gangs et les barons du trafic, en organisant une réunion de travail et en élaborant un plan méthodique pour exploiter des

informations sur l'entrée de cargaisons importantes de ces substances via l'un des pays voisins.

El Oued : 3 personnes encore en fuite

Malgré le succès de l'opération antidrogue à El Oued, les autorités signalent que trois des principaux acteurs du réseau demeurent en fuite. La brigade régionale de la Gendarmerie nationale d'El Oued, après avoir démantelé un réseau international de trafic de cocaïne, a intensifié ses efforts pour cibler les barons du trafic de drogue. Une réunion stratégique a été

tenu, et un plan systématique a été mis en place pour contrer les informations sur l'acheminement de substances illicites à travers les frontières voisines.

L'opération a permis la saisie d'un million de comprimés hallucinogènes, de véhicules de luxe, et de sommes importantes d'argent. Cependant, la fuite de trois individus clés souligne les défis persistants dans la lutte contre le trafic de drogue dans la région. Les autorités restent engagées à éradiquer ces réseaux criminels et à assurer la sécurité de la communauté locale.

TRAGÉDIE À SÉTIF :

Une bébé chute du 4^{ème} étage d'un immeuble

Ce matin, les équipes de la Protection Civile de l'unité principale de Sétif ont mené une intervention audacieuse suite à un incident tragique dans le quartier de 500 logements du centre de la municipalité d'Ouled Saber. Un bébé a chuté du balcon d'un appartement, provoquant des blessures graves qui ont mobilisé les secours en urgence.

Intervention héroïque de la protection civile à Sétif : un bébé secouru après une

chute dramatique. Ce jeudi, un accident dramatique a secoué la petite commune d'Ouled Saber à Sétif. Alors qu'elle jouait sur le balcon, une petite fille à peine âgée de 2 ans fait une chute de plusieurs dizaines de mètres pour atterrir sur le sol. Tétanisés, les passants appellent alors les services de la DGPC en urgence, qui arrivent sur les lieux vers les coups de 10 h. Selon les déclarations de la famille, la fillette aurait chuté du balcon de



l'appartement alors qu'elle se trouvait sur une chaise. La petite victime a été rapidement secourue par les équipes de la Protection

Civile, démontrant une rapidité d'action cruciale dans des situations aussi délicates. Les secouristes ont pris en charge la fillette et

l'ont transportée en urgence à l'hôpital universitaire de Sétif, où elle recevra les soins nécessaires pour ses blessures.

Suite à cet événement tragique, la Protection Civile a émis des conseils préventifs essentiels pour éviter de tels accidents. Ils recommandent à tous de ne pas placer de chaises ou de tables près des fenêtres ou des balcons des maisons, une mesure simple qui peut prévenir des situations dangereuses.

ACCIDENTS DUS AUX FUITES DE GAZ:

19 décès en une semaine

Dix-neuf (19) personnes ont perdu la vie, la semaine en cours, dans des accidents dus à des fuites de monoxyde de carbone, portant ainsi le bilan à 72 décès depuis le début du mois d'octobre dernier, a-t-on appris, jeudi, auprès des Services de la Protection civile.

19 personnes ont perdu la vie, cette semaine, et 97 autres ont souffert d'une intoxication au monoxyde de carbone, a déclaré à l'APS le chargé de Communication à la Direction générale de la Protection civile (DGPC), le Lieutenant Youcef Abdat. A cet effet, les services de la Protection civile poursuivent leurs campagnes de sensibilisation, à



travers tout le territoire national pour donner les conseils et les orientations nécessaires aux citoyens contre « le tueur silencieux », et leur inculquer la culture préventive, en les sensibilisant à l'importance de suivre les règles de protection et de respect des normes de sécurité pour éviter les dangers liés à ce type d'accidents.

ACCIDENTS/ZONES URBAINES:

11 morts et 359 blessés en une semaine

Onze (11) personnes ont trouvé la mort et 359 autres ont été blessées dans 299 accidents corporels de la route survenus en zones urbaines entre le 9 et le 15 janvier, indique jeudi un communiqué des services de la Sûreté nationale. Le bilan fait état d'une baisse du nombre d'accidents (-13) et une hausse du nombre de blessés (+3) et de morts (+1) par rapport aux chiffres enregistrés la semaine précédente.

Selon les données, le facteur humain reste la principale cause de ces accidents (+97%), notamment en raison du non-respect du code de la route et de la distance de sécurité, de l'excès de vitesse et du manque de concentration au volant, outre l'état du



véhicule.

Dans ce cadre, la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) appelle les usagers de la voie publique à la prudence et au respect du code de la route, rappelant les numéros vert 1548 et de secours 17 mis à la disposition des citoyens, 24h/24h, pour tout signalement.